

***l'Anti*capitaliste**

n°431 | 24 mai 2018 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

MARÉE POPULAIRE ET VAGUE DE GRÈVES CONTRE MACRON



LE 26 MAI DANS LA RUE ET APRÈS ON CONTINUE

Dossier

**EUROPE: L'EXTRÊME
DROITE À L'ASSAUT
DU POUVOIR** Pages 6 et 7

ÉDITO

**Pénurie de tarte aux mirabelles
à la fête de Lutte ouvrière**
Page 2

PREMIER PLAN

**MigrantEs: en Belgique,
la forteresse Europe tue!**
Page 2



ACTU POLITIQUE

**NDDL: continuer à cultiver
le champ des possibles**
Page 4

FÊTE DU NPA

Le programme et les invitéEs...
Page 12



édito

Par ROBERT PELLETIER

Pénurie de tarte aux mirabelles à la fête de Lutte ouvrière

Dès dimanche soir à la fête de LO, pénurie de tarte aux mirabelles, plus d'alcool de mirabelle et bientôt plus de saucisson lyonnais, plus de légumes au couscous et bien d'autres encore. Changement dans la situation politique? Clémence météorologique? Nos camarades ont mal anticipé l'affluence à leur traditionnelle fête de Presles. À mettre en relation avec leurs positions sur l'actuel mouvement social et la situation politique en général dans lesquels ils ne voient pas de potentialités particulières? Ainsi lors, entre autres moments, du non moins traditionnel débat LO-NPA, les camarades ont martelé qu'il est inutile de critiquer la stratégie des organisations syndicales (deux jours de grève, trois jours de travail) à la SNCF puisque les travailleurEs ne prennent pas en charge d'autres modalités comme la grève reconductible ou l'extension à d'autres secteurs. La critique de leur dénonciation des Black blocs, restée sans réponse, a manifestement troublé l'auditoire, au moins au regard de la baisse de niveau de l'applaudimètre à la suite des interventions. Des difficultés également à justifier leur tardif «ralliement» à la manifestation du 26 mai, la «Marée populaire», dénoncée comme une opération de (re)mise en selle des dirigeants des «partis bourgeois», de la FI, de Génération.s et autres. Mais avec l'idée, quand même, qu'il est indispensable de s'adresser et de débattre avec celles et ceux qui ont, auraient, des illusions sur ces dirigeants et organisations. Pour les camarades de LO, tant que les travailleurEs ne prennent pas eux-mêmes la direction des mobilisations, les révolutionnaires doivent se contenter de les commenter, de les accompagner. Nous pensons de notre côté que notre rôle est de prévoir, d'anticiper et, partout où cela est possible, de proposer mots d'ordre, modalités de lutte, confrontation avec les autres courants. Au niveau de nos forces, un pas en avant des masses, pas plus mais pas moins. Gageons que, forts des leçons de cette année, les camarades de Lutte ouvrière prévoiront en conséquence, pour la prochaine fois, les stocks de mirabelles, de saucissons et de légumes. Rendez-vous l'année prochaine, mais surtout dans les luttes, et dans la rue le 26 mai.

BIEN DIT

«Ce soir, parmi vous, siègent des gens qui doivent être tenus responsables pour leur conduite à l'égard des femmes. Pour leur comportement qui n'a pas sa place dans notre industrie, qui n'a pas sa place dans n'importe quelle industrie. Vous savez qui vous êtes. Mais, plus important encore, nous savons qui vous êtes. Et nous ne vous permettrons pas de vivre dans l'impunité.»

ASIA ARGENTO, discours lors de la cérémonie de clôture du festival de Cannes, 19 mai 2018.

À la Une

Marée populaire et vague de grèves contre Macron Le 26 mai dans la rue et après on continue

La marche du 26 mai est une première. La convergence des organisations syndicales – CGT, Solidaires, FSU, UNEF, SAF, Syndicat de la magistrature –, des associations et mouvements – ATTAC, Copernic, Droit au logement, Collectif pour les droits des femmes... – et des partis politiques est en effet pour le moins inédite.

C'est l'aboutissement d'un long, très long combat pour l'unité. Un combat dont on peut dire, sans chauvinisme de courant politique, qu'il doit beaucoup aux interventions d'Olivier Besancenot et à la politique unitaire du NPA qui, depuis des mois, appelle à cette convergence. C'est aussi l'expression d'une profonde aspiration à l'unité de celles et ceux qui n'en peuvent plus de voir Macron dérouler ses contre-réformes libérales les unes après les autres. La nécessité de mettre un coup d'arrêt à ce rouleau compresseur exige l'unité.

Des bougés significatifs

L'appel à la «Marée populaire» du 26 mai est le résultat de plusieurs «bougés». Le premier est sans aucun doute celui qui s'est produit du côté des organisations politiques avec une première déclaration unitaire d'Alternative libertaire, EÉLV, Ensemble!, Gauche démocratique et sociale, Génération.s, Groupe parlementaire FI, NPA, Nouvelle donne, PCF, PCOF, PG, République et socialisme («*Défendons tous les services publics, solidarité avec les cheminotEs*») avant la journée de mobilisation du 22 mars. Prise de position qui indique une prise de conscience, parfois douloureuse, qu'aucune force ne peut prétendre représenter à elle seule l'expression politique de l'opposition à gauche au gouvernement et à sa politique, ni même dicter les conditions de l'unité aux autres en les invitant

simplement à se rallier à une initiative décidée par elle seule. Cette première prise de position a été suivie de différentes actions communes. L'autre bougé significatif est évidemment du côté syndical et en particulier dans la CGT, où la rupture avec l'héritage du rôle de «courroie de transmission» du PCF avait laissé la place à un refus pur et simple de toute action commune avec les partis politiques. La majorité très large lors de la

consultation interne des organisations en faveur de la participation au 26 (78 organisations CGT ont voté pour, six se sont abstenues et six ont voté contre) est de ce point de vue un tournant important.

Construire le succès du 26 mai

L'unité qui s'est réalisée au plan national doit désormais se concrétiser partout dans les villes et régions, sans exclusive, sans tentative d'appropriation ou de préséance: c'est la condition pour préparer les

manifestations les plus massives possibles et faire de la journée du 26 mai un succès incontournable. Cette «Marée populaire» est à l'évidence une manifestation contre Macron et les divers aspects de sa politique. Certes, nous le savons bien, la seule journée du 26, quand bien même elle serait une réussite ne suffira pas à faire céder le gouvernement dont le mépris et l'arrogance se confirment semaine après semaine. Mais nous avons besoin d'un succès, d'une démonstration de notre force, de notre nombre, de notre unité. De ce point de vue, cette échéance, si elle ne remplace pas la mobilisation de chacun des secteurs, la grève, l'auto-organisation, ne s'y oppose pas et, bien au contraire, ne peut que les renforcer.

Il est donc décisif que les secteurs mobilisés, leurs revendications, leurs luttes, soient au cœur de la préparation et de l'animation du 26. Les formes retenues doivent permettre cette visibilité, ces échanges, cette convergence concrète. C'est aussi un moyen de contrecarrer l'émiettement, voire l'isolement des luttes. Tout particulièrement, elle doit permettre de revivifier tous les cadres militants de soutien aux cheminotEs... Car l'issue du combat contre la privatisation de la SNCF reste décisive pour le rapport de force global entre les exploitésEs et les opprimésEs d'une part, et le gouvernement et le patronat de l'autre.

Christine Poupin



MIGRANT-E-S

Jusque sur les autoroutes de Belgique, la forteresse Europe tue!

Retour sur une tragédie qui secoue la Belgique et qui rappelle que les politiques antimigrantEs tuent, y compris au sein de l'Union européenne.

J eudi 17 mai, la police belge prenait en chasse, sur l'autoroute E42, une camionnette transportant une trentaine de demandeurEs d'asile (26 adultes et 4 enfants). Se sentant menacés, les occupants cassent les vitres pour montrer que des enfants sont à bord. Ce geste désespéré sera

honteusement interprété par le JT de RTL qui a osé affirmer que les migrantEs s'étaient servi des enfants comme boucliers humains! À hauteur de Nimy-Maisières, près de Mons, un coup de feu claqué, le véhicule s'immobilise sur un parking. Un deuxième coup de feu est tiré alors que le règlement n'autorise l'usage des armes à feu qu'en cas de légitime défense. La petite Mawda, enfant kurdo-irakienne de deux ans blottie dans les bras de sa mère, reçoit une balle dans la tête, sous les yeux de son frère. Les parents, après leur arrestation, réfutent la thèse d'une balle perdue. Ils n'ont même pas pu accompagner le corps de leur fille.

Mobilisation

En quelques heures seulement, la plateforme citoyenne d'aide aux réfugiés et des activistes, dont des membres de la Gauche anticapitaliste, rassemblent des centaines de personnes via Facebook devant l'Office des étrangers. Ils dénoncent les circonstances de l'arrestation et sa conclusion tragique: «*C'est le résultat logique d'un processus qui vise à criminaliser les migrants, initié dès l'arrivée de Théo Francken et Jan Jambon au gouvernement en 2014*». Et ils réclament dans la foulée la démission des deux ministres concernés, respectivement secrétaire d'État à l'Asile et aux migrations et

ministre de l'Intérieur et tous deux ténors de la N-VA (parti nationaliste flamand de droite dure, ultralibéral et au discours raciste affirmé). À Grande-Synthe, près de Calais, où est restée une partie de la famille de la victime, la douleur est vive, des demandeurs d'asile occupe l'auto-route pour également dénoncer cet assassinat.

Le Parquet se contredit

Dans un premier temps, le Parquet donne comme toujours la version de la police, insistant sur le fait que la petite fille n'avait pas été touchée par une balle: «*La fille n'est certainement pas morte à cause d'une balle. Nous n'avons aucun élément pour accréditer cette version des faits, et aucune blessure par balle n'a été trouvée sur le corps*». Il annonce en outre le décès de la petite fille à l'hôpital alors que, plus tard, il



Quand Billancourt refusa les accords de Grenelle

En mai 1968, à Renault Billancourt comme ailleurs, l'espoir massivement partagé était que la grève générale serve à quelque chose, que cela change vraiment. Les revendications étaient élaborées dans les ateliers et services. Mais où étaient-elles discutées ? La direction de Renault était réfugiée aux Champs-Élysées, abandonnant machines, ateliers et services aux grévistes. Chacun était dans l'ignorance totale des discussions entre la direction, le patronat, le gouvernement et les instances syndicales. C'est par la radio que l'on apprit la signature dans la nuit du 26 au 27 mai des «accords de Grenelle», en fait un protocole d'accord. Accord ? Signature ? C'est encore par la radio que l'on apprit que

la CGT à Billancourt allait procéder à «une consultation des travailleurs». Ce terme de consultation fut pris au sérieux, la CGT entendant manifestement se couvrir en l'organisant. Le meeting tenu le 27 mai dans l'Île Seguin réunit environ 10 000 participantEs. Pour la CGT, outre le secrétaire général Georges Séguin nouvellement élu à ce poste en 1967, était présent Benoît Frachon, figure historique du syndicat. Dans un profond silence, on relata le protocole signé dans la nuit. Déception générale ! En termes de salaires et de temps de travail, chez Renault on était déjà au-dessus des accords dans la région parisienne, eux-mêmes supérieurs au niveau moyen des autres régions. Où subsistaient encore des zones de salaire différentes. La révision annuelle des salaires figurait déjà dans l'accord Renault de 1955 et, chez les militantEs, chacunE savait d'expérience

que les augmentations de salaire étaient systématiquement rattrapées par la hausse des prix. Sur la réduction du temps de travail, pas grand-chose, et rien sur la retraite. Bref, chacunE ressentit ce protocole comme du «pipeau», très loin des enjeux posés par l'ampleur nationale de la grève. La réaction spontanée fut un «Non» retentissant dans l'île. La reprise du travail était massivement rejetée, la reconduite de la grève évidente. Jugement immédiat et sans appel, suite aux propositions dérisoires pour Renault. Cette bronca était tellement unanime qu'il serait ridicule d'en imputer la responsabilité à des courants d'extrême gauche noyés dans la masse des participants au meeting. Quelques jours après ce meeting, le secrétaire du syndicat CGT nous convoqua et nous accusa d'avoir participé à cette «bronca» du 27 mai. Sans blague ! Nous étions certes

présentEs et avions refusé le protocole d'accord de Grenelle, mais n'étions que des grains de sable dans ce rassemblement. Qui peut avoir l'outrecuidance de nous en imputer la responsabilité ? De Gaulle reprit l'initiative politique le 30 mai, mais la grève et l'occupation durèrent à Billancourt jusqu'au 17 juin. Sans perspective, la reprise du travail fut finalement votée, y compris grâce au vote des ingénieurs, cadres et agents de maîtrise, absents ou peu présents dans la grève. Une forte minorité, dont nous-mêmes, votait contre la reprise du travail. Ce vote «contre» démontrait que pour les plus combatifs la lutte reprendrait. Ce n'était pas une défaite. Une nouvelle page allait s'ouvrir dans l'usine. Les OS montrèrent dans l'Île Seguin lors de leurs grèves pendant les années 1970 qu'ils avaient tiré les leçons de cette formidable expérience. Dans les ateliers et services s'instaurèrent des rapports nouveaux avec la hiérarchie, une solidarité née dans la lutte. «Ce n'est qu'un début»...
Clara et Henri Benois, délégués du personnel CGT à Renault Billancourt en mai 1968.

Le chiffre 20 ans

C'était l'âge de Blessing, migrante nigérienne, dont le corps sans vie a été découvert dans la Durance, après qu'elle a essayé de rejoindre Briançon depuis la frontière italienne. Une tragique noyade qui sonne comme un rappel: les frontières et les politiques anti-migratoires tuent.



Agenda

Vendredi 25 mai, les Rencontres de La Brèche, Paris 12^e. Marie-Anne Sorbat et Alain Krivine présenteront le livre *Nos mai 68*. À 18 h à la librairie, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

Samedi 26 mai, manifestation unitaire «Marée populaire»

Dimanche 27 mai, rassemblement de soutien aux 3 inculpés de Briançon pour «aide aux migrants». À partir de 15 h 30, Place de la République, à Paris.



Samedi 2 juin, manifestation pour le retrait du projet de loi asile-immigration, Paris. À 14 h, place de la République.

MASSACRES À GAZA Israël assume et persiste

«**C**hers soldats, tout comme vous nous protégez de la terreur du Hamas, nous vous protégerons des enquêtes internationales et des gangs hypocrites qui agissent contre Israël»: c'est le message tweeté par le ministre de la Défense Avigdor Liberman le 18 mai, qui en dit long sur l'état d'esprit des dirigeants israéliens.

«Violations du droit international humanitaire»

Quelques heures auparavant, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU avait adopté une résolution préconisant la mise en place d'une commission d'enquête sur les crimes perpétrés, depuis le 30 mars et le début de la «Grande marche du Retour», par l'armée israélienne. Le Conseil a voté le principe de l'envoi d'enquêteurEs chargés de faire la lumière sur «toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire» à Jérusalem-Est et Gaza, «dans le contexte des assauts militaires menés

Le 14 mai, les snipers israéliens ouvraient le feu sur des manifestantEs palestiniens à Gaza, occasionnant un bilan humain effroyable: au moins 63 morts et près de 2500 blessés. Des mobilisations de protestation ont eu lieu aux quatre coins du monde et les condamnations ont afflué, auxquelles Israël a répondu par le cynisme, le mépris et les provocations.

lors des grandes manifestations civiles qui ont commencé le 30 mars 2018», évoquant la possibilité que certains actes puissent être considérés comme des «crimes de guerre». Les États-Unis, qui ont voté contre le texte – mais qui ne possèdent pas de droit de véto au Conseil des droits de l'homme – ont dénoncé, par la voix de leur ambassadrice à l'ONU, une enquête «sur la légitime défense d'un pays démocratique à sa propre frontière contre des attaques terroristes». Des propos quasiment similaires à ceux de l'ambassadeur israélien, qui pousse un peu plus loin l'abjection: «Ce projet de résolution honteux n'est rien d'autre qu'une proposition de soutenir les crimes de guerre du Hamas contre Israël et les résidents de Gaza qui sont envoyés à la mort pour préserver sa domination.»

En finir avec l'impunité

Les chiffres publiés par le ministère de la Santé à Gaza sont pourtant sans équivoque: depuis le 30 mars, la répression israélienne a fait 112 mortEs et 13 190 blessés, parmi lesquels 2096 enfants, 223 membres des services médicaux et 175 journalistes. Mais il n'y a guère d'illusion à se faire quant à l'issue d'une telle enquête. On se souvient ainsi du rapport Goldstone, rédigé après l'opération israélienne «Plomb durci» à l'hiver 2008-2009, qui avait établi de nombreuses violations des droits humains et des convention internationales (utilisation d'armes au phosphore blanc, bombardements d'hôpitaux ou d'écoles, utilisation de civils comme boucliers humains, etc.), sans être suivi d'aucun effet. Près de 10 ans plus tard, on comprend qu'un gouvernement dirigé par la droite

et l'extrême droite et bénéficiant du soutien inconditionnel de la première puissance mondiale se sente autorisé à commettre, en toute impunité, des crimes de guerre. Dans un tel contexte, l'organisation de la «Saison France-Israël» par les autorités françaises, qui a «pour ambition de montrer la vitalité de la relation bilatérale dans les domaines culturels et scientifiques, de marquer une nouvelle étape dans les relations économiques et de renouveler le regard que portent les Français sur Israël et les Israéliens sur la France», n'en est que plus scandaleuse, et nous nous joignons à celles et ceux qui exigent son annulation¹.

Julien Salingue

1 – Pétition en ligne sur: <https://blogs.mediapart.fr/agence-media-palestine/blog/200518/nous-demandons-l-annulation-de-la-saison-france-israel-petition>

sera affirmé qu'elle a été tuée lors de l'interpellation policière, «peut-être par une balle perdue». Le parquet de Tournai a déclaré jeudi des choses encore plus étranges: «Le comité P [service de contrôle de la police par la police] a ouvert un dossier, mais il a été fermé au cours de la journée» ! Et le comité P est obligé de reconnaître qu'il a bien ouvert une enquête...

Le gouvernement couvre et confirme sa volonté de «fermer les frontières»

Le ministre de l'Intérieur Jambon a défendu les agents impliqués: «Si cet incident prouve quelque chose, c'est la nécessité d'une politique dure contre les passeurs. Les policiers ont fait leur travail et doivent se battre tous les jours contre la traite des êtres humains». Il signale également, sur Twitter, la responsabilité des

passeurs. Theo Francken, quant à lui, s'est contenté de tweeter «Dégoûtant», pour s'offusquer et accuser une nouvelle fois les associations de défense des étrangerEs et des droits humains. Ignorent-ils que ce sont les politiques européennes qui rendent de plus en plus dangereux le passage et renforcent la nécessité d'avoir recours aux passeurs ?

Belgique, terre d'accueil ?

Les parents, soutenus par leurs avocats et les associations de défense des étrangers, demandent une enquête parlementaire indépendante pour que toute la lumière soit faite sur cette nouvelle «bavure» policière. Comble de cynisme, avant même qu'ils aient pu enterrer leur fille ce mercredi à Mons, ils ont déjà reçu un ordre de quitter le territoire ! Car nous vivons en Belgique sous un gouvernement qui ne mène



GAUCHE ANTICAPITALISTE BELGIQUE

pas de politique d'accueil digne de ce nom... mais où un ministre ne démissionne ni quand il tient un discours xénophobe ou exhibe une caricature raciste ni quand il renvoie des demandeurs d'asile

soudanais vers une dictature qui les torture. Un pays où porter atteinte aux droits humains n'est plus une faute politique mais est devenu un trophée électoral !
Hamel Puissant

NO COMMENT
«J'aime beaucoup ce type.»

EMMANUEL MACRON à propos de Philippe de Villiers, le *Journal du dimanche*, 20 mai 2018.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

2 JUIN Marcher et manifester contre la loi asile-immigration!

Adoptée le 22 avril en première lecture à l'Assemblée nationale, en procédure accélérée, la loi « Asile et immigration » n'a plus qu'à être ratifiée par le Sénat dans la première semaine de juin pour être mise en application.

Cette assemblée majoritairement à droite votera, sans surprise, la nouvelle loi raciste, voire y apportera des amendements qui la durciront encore. Résignés ou démissionnaires, les partis institutionnels d'opposition et les syndicats – à l'exception de Solidaires – n'ont, à ce jour, pas mis à leur agenda cette échéance, laissant à leurs militantEs et à leurs représentations locales la latitude de participer aux mobilisations. L'heure est, paraît-il, au front social et politique, et à la « marée humaine », à l'unité contre Macron et son gouvernement. Fort bien, mais il serait dramatique que ces belles intentions fassent l'impasse sur une question essentielle : la lutte contre le racisme, pour l'égalité des droits, pour l'accueil des migrantEs. Il n'est pas trop tard... mais le temps presse!

Dans la rue le 2 juin

Regroupés au sein de la Marche des solidarités, des dizaines de collectifs de sans-papiers, d'associations de soutien, de familles de victimes de violences policières avaient déjà manifesté le 17 mars et le 7 avril pour exiger l'abandon du projet de loi asile-immigration. Ces associations, soutenues par des partis politiques – dont le NPA – et des sections syndicales, appellent de nouveau



TWITTER @SOLIDARITYWALK

à se mobiliser le 2 juin. La Marche sera rejointe par le désormais traditionnel cortège antifasciste organisé chaque année en mémoire de Clément Méric, assassiné par des fascistes le 5 juin 2013. Nous invitons les militantEs antiracistes qui participeront aux manifestations organisées par le mouvement social cette semaine à rejoindre les cortèges de sans-papiers et à distribuer avec elles et eux les milliers de tracts d'appel à la marche du 2 juin qui ont été imprimés.

Vintimille-Londres: ça marche!

Après le bel accueil de Marseille où ils ont été rejoints le temps d'une manifestation par plus d'un millier de participantEs, les marcheurEs partis de Vintimille rencontrent un franc succès à chacune de leurs étapes, comme à Avignon. À Orange, malgré les pressions diverses de la municipalité, des flics et des gendarmes, et l'interdiction de diffuser des tracts ou coller des affiches, la marche a réussi son escale. Dans cette ville symbolique, où malgré un comité d'accueil hostile organisé par les fachos locaux, les militantEs et habitantEs antiracistes ont su par leur nombre et leur détermination accueillir dignement et joyeusement la marche.

Renforcer et développer les mobilisations

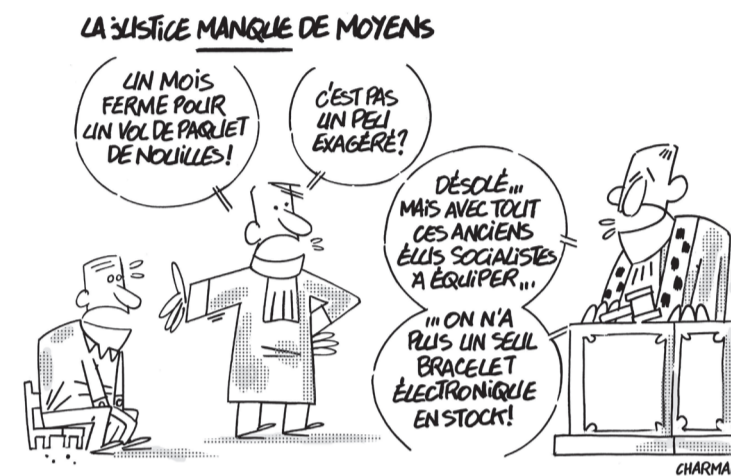
Quelle que soit l'issue parlementaire du vote sur la loi raciste asile-immigration, les antiracistes auront dans les semaines et les mois qui viennent à redoubler d'efforts dans leur résistance à l'air du temps. Jamais aucune loi ne dissuadera des dizaines, voire des centaines de milliers de migrantEs économiques et/ou demandeurEs d'asile de franchir les frontières de l'Europe, quelle que soit la hauteur des murs et des barbelés à franchir. Notre combat s'inscrit dans la durée, et nous comptons bien le mener jusqu'au bout... Jusqu'à la régularisation de tous les sans-papiers, qu'ils et elles aient ou non un emploi, jusqu'au respect de la liberté de circulation, et d'installation!

Alain Pojolat

Pas de prison pour Cahuzac ni pour les autres fraudeurs

Le 15 mai, la cour d'appel de Paris a condamné l'ancien ministre de l'Économie et des finances Cahuzac à quatre ans de prison, dont deux avec sursis, pour fraude fiscale et blanchiment, lui permettant ainsi probablement d'éviter la case prison. Justice de classe.

La cour d'appel de Paris a symboliquement durci le verdict de la première instance de décembre 2016, en condamnant Cahuzac à quatre ans de prison ferme au lieu de trois. Mais le verdict de 2016 avait également stipulé que les trois ans étaient une « peine d'incarcération effective et non aménageable » puisque Cahuzac était coupable d'une « faute pénale d'une rare et exceptionnelle gravité, destructrice du lien social et de la confiance des citoyens dans les institutions de l'État et de ses représentants ». Nous sommes désormais loin de ce premier jugement puisque la Cour d'appel correctionnelle du 15 mai a certes condamné Cahuzac à quatre ans de prison, mais avec deux ans de sursis. Et comme par hasard, depuis les lois d'application des peines de 2004 et de 2009, les personnes condamnées jusqu'à deux ans de prison peuvent échapper à la prison grâce à un aménagement de peine: semi-liberté, surveillance électronique... Ce sera donc à un juge de l'application des peines (JAP) d'aménager ou non la nouvelle sentence d'ici plusieurs mois. Mais le fait que Cahuzac ait été également condamné à 300 000 euros d'amende, cinq ans d'inéligibilité et 100 000 euros de dommages et intérêts à régler solidairement



avec Houman, financier suisse, semble être, pour certains, une peine suffisante.

Fraudeurs vainqueurs

La décision de la cour d'appel est sans aucun doute une victoire pour Cahuzac, mais pas vraiment pour la lutte contre la fraude fiscale d'où qu'elle vienne, en particulier des « premiers de cordée ». Le premier verdict était déjà loin du compte. Mais Cahuzac n'est pas une exception : c'est la règle, surtout pour une personnalité politique puisque cela fait plus de 20 ans qu'aucune d'entre elles n'a été incarcérée. Et quand on sait que les fraudeurs

fiscaux incarcérés se comptent sur les doigts de la main... Cahuzac n'a donc que très peu de risque d'aller en prison, bien qu'il ait dissimulé plus de 600 000 euros en Suisse puis à Singapour, et alors que la loi prévoit entre cinq ans et sept ans de prison pour cas avéré de fraude fiscale et ouverture cachée de compte à l'étranger. Et malgré le fait qu'il ait fraudé les finances publiques en versant plus de 230 000 euros sur les comptes en banque de sa mère, sans oublier non plus le compte de sa femme ouvert sur l'île de Man. N'oublions pas non plus que cet argent était à la fois le fruit de son activité de

FRAUDE FISCALE

chirurgien d'implants capillaires et de quelques rétributions de laboratoires pharmaceutiques. Sans oublier les mensonges face à l'affaire. Bref, selon la justice, pas grand-chose, ou en tout cas pas suffisamment pour mériter que les peines de prison prévues par la loi s'appliquent.

Pénaliser vraiment

Dans la pratique, peu de fraudeurs aisés ou de grandes entreprises se retrouvent devant les tribunaux, et encore moins en prison. Cette politique de dépenalisation de la criminalité financière s'est accélérée sous Sarkozy et a, dans les faits, continué sous Hollande et désormais sous Macron, grand protecteur des « premiers de cordée ». La France s'illustre par l'indulgence des peines prononcées contre la poignée de fraudeurs poursuivis, contrairement à de nombreux pays européens où certains fraudeurs sont condamnés à de la prison ferme. Par ailleurs, comment lutter efficacement contre la fraude fiscale en maintenant le « verrou de Bercy » et en continuant à supprimer des milliers d'emplois tous les ans aux finances publiques, en particulier dans la mission du contrôle fiscal? Il serait temps de considérer les personnalités politiques, les « cols blanc », comme des citoyens normaux, et donc des justiciables comme les autres. A priori, nous en sommes encore très loin.

Joséphine Simphon

NOTRE-DAME-DES-LANDES Continuer à cultiver le champ des possibles

Entre deux interventions policières, la Zad continue à vivre, à tisser les solidarités et négocier son avenir.

Le dimanche 20 mai résonnaient sur la Zad les chants et les cris des chantiers collectifs : 600 personnes venues en renfort pour semer, planter, nettoyer, reconstruire. Même l'hélicoptère de la gendarmerie s'était fait discret. Après une nouvelle semaine d'intervention policière massive, la vie reprend : « Flics ou pas, il faut semer, soigner les bêtes, tenir les lieux publics. Si une certaine hésitation se fait parfois sentir au moment de mettre les graines en terre, elle est vite balayée par cette certitude que les blindés n'ont su faire vaciller : nous resterons là. » Car celles et ceux qui ont été expulsés n'ont pas quitté la Zad pour autant. D'occupantEs contre le projet d'aéroport, ils et elles sont depuis longtemps devenues habitantEs de la Zad.

Une situation contrastée

Pour beaucoup, la victoire contre l'aéroport est amère, comme si la Zad était sur le point de s'éteindre.

LE BOURBIER NOTRE-DAME-DES-LANDES



Ce serait oublier que, malgré ses 2000 gendarmes lourdement équipés – la plus grosse opération policière depuis Mai 1968 – l'État n'est pas allé jusqu'à détruire entièrement la Zad. La Chambre d'agriculture est toujours tenue à l'écart, et 15 projets agricoles se sont vus proposer une Convention d'occupation précaire. La droite régionale ne s'y est pas trompée : « Dans le fond, au-delà de la mise en scène de la force brute, la vérité crue de cette opération c'est que l'État va donner des terres aux zadistes et qu'ils vont rester. » La vérité c'est que les négociations

continuent avec les mouvements.

Si d'autres projets agricoles sont ajournés au mois d'octobre car installés sur des terres revendiquées par des agriculteurs historiques, la porte n'est fermée pour aucun, même les projets artisanaux ou culturels. Le mouvement est parvenu à subvertir le cadre individuel des projets, en montrant l'interdépendance : « Sur un même champ, le verger plante des arbres en bordure, le groupe céréales effectue une rotation de sarrasin et l'année suivante c'est le groupe patates qui met en terre ses tubercules ». L'État, lui, ne semble pas avoir de calendrier au-delà des dernières expulsions.

Les affrontements physiques entre policiers et occupantEs de la Zad auront profondément divisé le mouvement contre l'aéroport : le grand rassemblement annuel n'aura pas lieu.

Et les lignes de partage traversent chaque composante. Car si pour certains, les occupantEs devraient partir ou ne rester que sous statut

d'exploitant agricole, beaucoup d'autres souhaitent ou travaillent au quotidien pour que la Zad demeure cette expérience militante, sociale, agricole et économique exceptionnelle. Que chacunE puisse y travailler, ou simplement y vivre. Une petite utopie en marche. D'où les appels des agronomes à laisser se poursuivre l'expérience, ou celui des cinéastes à filmer pour soutenir la lutte.

Tisser nos solidarités

C'est que la Zad a su tisser des solidarités au fil des années. Le 20 mai, dans le grand champ près du Lama fâché détruit, des chasubles de la CGT et des drapeaux de Solidaires participaient aux semailles de sarrasin. Des postiers de Rennes (voir page 8) sont venus remercier la Cantine solidaire de la Zad. Autant pour la chaleur humaine que pour les petits-déjeuners servis chaque matin.

Car celles et ceux qui la fréquentent, ne serait-ce que le temps d'un rassemblement, le savent : la Zad dégage une ambiance particulière, où les rapports sociaux sont plus simples, comme si chacun quittait son rôle habituel. Comme toutes les grandes luttes, elle marque les individus, et apporte la certitude que l'on peut vivre différemment. C'est pourquoi nombreux seront celles et ceux qui viendront ici à nouveau, semer du sarrasin et cultiver le champ des possibles.

Bertrand Achel

Les citations sont extraites de « Tank, on est là », un texte éclairant d'habitantEs de la Zad : <https://zad.nadir.org/spip.php?article5809>

VENEZUELA Maduro réélu sur fond d'abstention massive

Nicolás Maduro a été réélu président du Venezuela le 20 mai 2018. Et le moins que l'on puisse dire est que cette réélection est, contrairement aux apparences, un mauvais résultat pour le successeur de Chávez.

Pour cette élection présidentielle, quatre candidats avaient été retenus par le Conseil national électoral. Outre Maduro, on trouvait Henri Falcón, ancien chaviste de la première heure désormais passé à l'opposition de droite avec son mouvement Avanzada Progresista, créé en 2012. Les deux autres candidats étaient Javier Bertucci, ancien pasteur évangéliste et homme d'affaires cité dans les Panama Papers, et Reinaldo Quijada, représentant un courant de gauche issu du chavisme. La MUD, regroupement des principaux partis d'opposition, avait été écartée de l'élection par décision du Tribunal suprême de justice du 25 janvier 2018. Son principal représentant, Henrique Capriles Radonski, avait déjà été condamné

à quinze ans d'inéligibilité le 7 avril 2017, suite à son implication supposée dans l'affaire Odebrecht, vaste réseau de corruption à l'échelle du continent latino-américain découvert au Brésil dans le cadre d'une autre affaire de corruption, celle de Pétrobras. Vu les obstacles pour empêcher les candidatures des principaux partis d'opposition, la MUD avait décidé de boycotter les élections. Seule une fraction de celle-ci a choisi d'y participer en présentant la candidature d'Henri Falcón.

Un mauvais résultat pour Maduro

Le président en activité a obtenu 6,2 millions de voix en 2018, contre 7,6 millions en 2013. Falcón recueille 1,9 million de suffrages, Javier

Bertucci, presque un million et Reinaldo Quijada moins de 40 000. La participation n'a été que de 46%, contre près de 80% à la précédente élection présidentielle de 2013. Ce résultat de Maduro est mauvais pour plusieurs raisons. D'abord, Maduro est élu par seulement 28% des inscrits, score de loin le plus faible depuis la première élection de Chávez en 1998. Ensuite, les partisans de Maduro ont veillé pendant toute la durée d'ouverture des bureaux de vote à amener les électEURs, notamment ceux qui travaillent dans les administrations, sans toutefois réussir à dépasser la barre des 50% de votantEs. Une arme redoutable a pourtant été utilisée : le Carnet de la patrie. Créé en 2017 comme une sorte de carte d'identité sociale, il regroupe les données individuelles de son ou sa propriétaire, comme les revenus, les droits et les inscriptions aux missions sociales. Le jour de l'élection, devant chaque bureau de vote, ce sésame était demandé au stand du « point rouge », tenu par des chavistes, en échange d'un panier de denrées. Ces carnets donnent aussi accès aux CLAP (comités locaux d'approvisionnement), gérés par le pouvoir, qui distribuent des aliments de base à la population en cette période de pénurie dramatique. Pour unE VénézuélienE, ne pas voter présentait un risque d'être « blacklisté ». Malgré cette pression, plus de la moitié des électEURs ne se sont pas

déplacés aux urnes. Les électEURs semblent davantage préoccupés par les longues heures d'attente qu'ils doivent effectuer tous les jours devant des magasins à la recherche de nourriture ou de médicaments.

Une crise dont la population ne voit pas la fin

Depuis 2014, le Venezuela a en effet été frappé par une grave crise économique qui trouve ses racines dans le modèle de croissance imposé par le régime. Fondé sur la seule exploitation des hydrocarbures, dont les revenus fournissent l'essentiel des financements des programmes sociaux, ce modèle rentier a volé en éclats avec la chute des prix du baril de pétrole. Les acquis sociaux des premières années du chavisme ont ainsi été balayés par la pénurie des aliments et des médicaments ou par la vétusté des services publics. L'inflation est de plusieurs milliers de % et les augmentations de salaires sont loin de la rattraper. Et pendant ce temps les VénézuélienEs constatent, chez les dirigeants des entreprises publiques, dans les institutions et l'armée, le développement d'une bourgeoisie qui s'enrichit et qui profite de la ruine du pays. Et ce ne sont pas les réponses de la droite qui peuvent attirer les électEURs. Entre des promesses de mesures d'austérité, les demandes « d'aide » au FMI et des politiques de contraction des missions sociales, rien de bien enthousiasmant pour un peuple qui a déjà connu de telles mesures, notamment dans les années 1980-1990. Dans un panorama aussi sombre, il est tout à fait compréhensible que s'effrite la base sociale du régime, ce qui se mesure par le fort taux d'abstention et la faiblesse du nombre d'électEURs qui ont voté Maduro.

Patrick Guillaudat

Une version longue de cet article est en ligne sur notre site



ÉGYPTE Haytham Mohamadeen arrêté par les forces de sécurité

Haytham Mohamadeen, avocat du travail et activiste socialiste, a été arrêté par les forces de sécurité égyptiennes vendredi 18 mai à l'aube, selon des médias locaux et des activistes des droits humains. Des officiers de la Sécurité nationale et de la police ont effectué un raid contre son logement et l'ont emmené vers une destination inconnue.

Ce n'est pas la première fois que Haytham est visé par la répression de l'État égyptien. Il faisait partie des plus de 1000 personnes arrêtées durant la vague de répression contre les manifestations dénonçant la cession des îles de Tiran et Sanafir par le gouvernement égyptien à l'Arabie saoudite en avril 2016. Une source des services de sécurité a affirmé à l'agence Reuters que Haytham était « soupçonné d'appartenir à une organisation terroriste ». Après avoir disparu pendant plus de 24 heures, Haytham a comparu devant un procureur qui lui a annoncé 15 jours de détention provisoire pour les chefs d'accusation suivants : collaboration avec une organisation terroriste, agitation pour des manifestations, troubles à la paix sociale et agissements contre les intérêts des citoyens, le tout dans le cadre de l'enquête autour des manifestations spontanées qui ont éclaté après l'annonce de l'augmentation des prix des tickets de métro du Caire. Évidemment, Haytham n'a rien d'un terroriste. C'est un des avocats du travail les mieux connus d'Égypte et un activiste des Socialistes révolutionnaires.

Grèves

Il a travaillé sans relâche pour défendre des ouvrierEs grévistes contre les attaques de l'État et des patrons, sur les piquets comme dans les tribunaux, défendant des conducteurs de bus, des travailleurs et travailleuses des hôpitaux, des ouvriers métallurgistes et des cheminotEs ainsi que des victimes de tortures et de violences policières. Il avait déjà été arrêté en septembre 2013 alors qu'il se dirigeait vers le tribunal pour y défendre des métallurgistes de Suez dont la manifestation avait été attaquée par la police, provoquant une campagne de solidarité internationale pour sa libération. Dans un communiqué, Amnesty International affirme que « au vu de la campagne de répression qui est en cours depuis l'élection présidentielle, nous exprimons notre profonde inquiétude quant à l'arrestation de Mohamadeen chez lui tôt ce matin. Haytham a défendu des centaines de travailleurs qui ont été persécutés pour avoir constitué des syndicats indépendants et réclamer de meilleures conditions de travail. Les autorités égyptiennes sont connues pour leur usage de la détention arbitraire et des disparitions forcées pour punir les avocats des droits humains et les membres de l'opposition. Il est donc fort possible qu'il soit en ce moment même en train de subir des mauvais traitements de la part des autorités. » Haytham doit être libéré immédiatement.

Correspondant

Version originale de l'article publiée le 19 mai sur socialistworker.org



Mais il y avait un bémol : une dette publique de 334 milliards de dollars, soit 59 % du PIB. CRAINANT que les ArgentinEs n'acceptent pas des mesures brutales visant à le réduire, Macri avait opté pour le « gradualisme », en finançant le déficit fiscal avec des emprunts en dollars sur les marchés internationaux, un choix justifié par le faible niveau des taux d'intérêt.

Austérité et dévaluation

Il a cependant interprété sa victoire électorale comme un feu vert pour passer à la vitesse supérieure. En décembre 2017, il a fait passer en force, avec le soutien du péronisme traditionnel (hostile à Cristina Kirchner), une loi réduisant le montant des retraites. Macri en a payé un prix politique fort, avec de grandes mobilisations et la rupture d'une partie de sa base politique dans les couches moyennes. En mars, le gouvernement s'est trouvé confronté à un autre problème : la Fed (Banque centrale des États-Unis) décidait d'augmenter ses taux d'intérêt. Une catastrophe pour un pays dont 74% du déficit fiscal est emprunté en dollars. Le gouvernement décidait alors que, face à l'impossibilité de continuer à s'endetter sur le marché privé, la seule solution était d'en appeler au FMI. Anticipant ce que seraient ses conditions (dévaluer la monnaie et réduire le déficit), Macri a alors présenté un projet de loi éliminant les aides d'État aux services

ARGENTINE FMI, le retour

Le 22 octobre 2017, le président argentin Mauricio Macri était aux anges. Cambiemos (« Changeons »), l'alliance qui l'avait mené à la présidence, remportait les élections intermédiaires (renouvelant la moitié de la Chambre entre deux élections présidentielles). Même s'il ne disposait que d'un tiers des députés, sa victoire sur un péronisme en crise avait été saluée par le capital financier à travers une baisse de quatre points du risque pays de l'Argentine.



publics : les tarifs des trains, des bus, de l'électricité et du gaz de la ville de Buenos Aires et du Grand Buenos Aires, où vit 33% de la population, devraient augmenter de près de 70%. Mais cette perspective a attisé les craintes d'une inflation redoublée et provoqué la panique : tout le monde s'est mis à acheter des dollars (la monnaie refuge de la petite et grande bourgeoisie argentine), ce qui a entraîné une dévaluation de fait du peso – la monnaie nationale – de 35%.

Au risque de l'explosion

Le gouvernement se trouve maintenant confronté à un problème pratiquement insoluble. Tous les partis politiques ont déjà les yeux fixés sur la bataille de l'élection présidentielle, qui aura lieu en octobre 2019. Les mesures déjà prises ont délité la base sociale de Cambiemos : selon les sondages, 57% des Argentins ont une mauvaise ou très mauvaise opinion du président, et 75% sont contre le fait de demander des prêts au FMI.

Macri a lancé l'idée d'un « Grand pacte national ». Il sait qu'il ne peut faire passer ses mesures qu'avec le soutien du péronisme traditionnel. Et l'une des exigences du FMI est que, quel que soit le vainqueur de la présidentielle de 2019, il s'engage à appliquer les mesures qui seraient accordées. Mais ceux qui aideraient Macri à faire passer ces lois seraient rejetés par le peuple. Dans son éditorial du 20 mai, *La Nación*, le quotidien porte-parole de la bourgeoisie éclairée, doute que Macri puisse respecter ses engagements auprès du FMI. Il signale un autre élément de la réalité : trois Argentins sur dix vivent déjà en-dessous du seuil de pauvreté. Même si le péronisme traditionnel décidait de se suicider politiquement, les mesures que le gouvernement devrait adopter jetteraient des millions de personnes dans la misère la plus absolue. On sait d'expérience ce qui peut en résulter. Les événements de 2001 – le soulèvement populaire connu sous le nom d'Argentinazo – sont encore frais dans les mémoires. Virginia de la Siega

AUTRICHE L'EXTRÊME DROITE AUX MINISTÈRES RÉGALIENS

En Autriche, le FPÖ (« Parti de la Liberté d'Autriche ») est entré au gouvernement, conduit par le jeune carriériste conservateur Sebastian Kurz – alors âgé de 31 ans seulement –, à la mi-décembre 2017. Aux législatives du 15 octobre 2017, la droite conservatrice (ÖVP) avait obtenu 31% des voix et le FPÖ, arrivant troisième juste derrière la social-démocratie, 26%.

Une coalition entre droite extrême et extrême droite

L'ÖVP, un parti anciennement à dominante paysanne, modéré et pas très nationaliste (plutôt attaché aux « identités régionales », au catholicisme, à « l'Europe »), mais à direction néolibérale, a connu une impressionnante mue. Son appareil a été repris en main depuis mai 2017 par son nouveau président, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement sortant et désormais chancelier : Sebastian Kurz. Un personnage dont les dents rayent le parquet, qui ressemble à un mélange entre un Macron très à droite (de manière affichée) et un Berlusconi très jeune (moins, pour l'instant, les « affaires »), puisqu'il n'a que 31 ans. ÖVP et FPÖ étaient largement d'accord entre eux avant les élections, et

les sondages montrent que leurs électeurs respectifs se considèrent désormais massivement comme appartenant au même camp.

Le FPÖ contrôle désormais le ministère de l'Intérieur, celui de la Défense ainsi que les Affaires étrangères. Il a ainsi la main, formellement, sur l'essentiel des services de renseignements et des unités de police. Le FPÖ a déjà participé à un gouvernement fédéral (national) entre 2000 et 2005, et a appartenu ou appartient à plusieurs gouvernements régionaux. Jörg Haider, qui le dirigeait alors (il a fait scission du parti en 2005 et est décédé en 2008), avait pronostiqué, au moment de sa première entrée au gouvernement, en février 2000 : « Nous allons perdre à court terme un tiers de nos électeurs, socialement mécontents, mais à moyen terme, nous en trouverons d'autres, qui vont honorer notre politique économique solide. » En réalité, entre 2000 et 2004, le FPÖ aura perdu non pas un tiers, mais plus de deux tiers de ses électeurs, avant de les retrouver une fois repassé dans l'opposition... Or, depuis qu'il participe à nouveau au gouvernement au côté de la droite conservatrice, donc depuis décembre 2017, le FPÖ a largement changé de stratégie



Autriche Sebastian Kurz (ÖVP) et Heinz-Christian Strache (FPÖ). DR

et, notamment, de discours en matière sociale.

À droite toute

Dès l'été 2017, pour la première fois pendant une campagne électorale au plan fédéral (national), le parti d'extrême droite avait clairement fait profil bas en matière de promesses sociales. Dans une interview donnée en juillet 2017, son chef Heinz-Christian Strache s'était assez nettement vanté du fait que des organisations patronales étaient en train de co-écrire le programme économique et social du FPÖ. À ce moment, les principaux dirigeants du parti avaient fait le calcul qu'une baisse des promesses sociales allait

signifier aussi, une fois que le FPÖ sera entré au gouvernement, une moindre déception de son électeur... En tout cas, s'il se fait à ce nouveau discours, cet électeur ne sera alors « pas déçu » : le gouvernement droite-extrême droite en Autriche a inscrit dans son programme, entre autres, l'autorisation de l'allongement de la journée de travail jusqu'à douze heures quotidiennes. Les chômeurs basculent au bout d'un an de l'assurance maladie dans une forme d'équivalent du RSA avec bien moins de droits, à l'instar des tristement célèbres « lois Hartz » en Allemagne. Le logement social fera les frais du programme gouvernemental.

ITALIE LE NATIONAL-POPULISME AU POUVOIR

De l'autre côté des Alpes, ce n'est pas la même approche, en termes de discours économique et social, qui prévaut à l'extrême droite, au moment où nous mettons sous presse. À cette date, les deux partis sortis vainqueurs des législatives du 4 mars 2018, la formation populiste « Mouvement Cinq Étoiles » (M5S) désormais dirigé par le jeune Luigi di Maio ayant obtenu 32% des voix et la Ligue – auparavant Ligue du Nord – de Matteo Salvini avec 17% des voix, étaient en train de former un gouvernement commun. Ensemble, ils disposent d'une majorité de sièges au Parlement.

Vernis « social »

Ici, pour le moment, sur le plan économique et social, c'est une sorte de « keynésianisme de droite » qui prévaut. Les deux partis de la future coalition gouvernementale se prononcent clairement pour une augmentation de la dépense publique – le coût des mesures annoncées étant estimé actuellement entre 60 et 100 milliards d'euros –, promettant par cette approche un redémarrage de la croissance. Certes, à la différence d'un keynésianisme de type social-démocrate, l'accent n'est pas mis sur des dépenses de type social, mais l'ensemble est teinté de national-libéralisme. Alors qu'il est envisagé que l'État dépense plus et fasse moins de recettes fiscales – par une baisse de la fiscalité des particuliers mais surtout des entreprises –, l'argent ainsi redistribué servira d'abord à créer une



Matteo Salvini. DR

« flat tax » (une imposition à taux unique), fixé alternativement à 15% et à 2% selon les situations. Les entreprises ne payeront plus que 15% de manière systématique. Cependant, on trouve aussi quelques mesures de type social : d'abord, le gouvernement qui réunira l'extrême droite – la Ligue, qui s'est transformé d'un parti régionaliste fondé en 1989 dans le nord de l'Italie, en parti essentiellement anti-immigration de type lepéniste – et les populistes des « Cinq Étoiles » (un parti « post-idéologique » opportuniste, dirigé comme une entreprise) reviendra sur la « réforme des retraites ». Celle-ci, adoptée en 2011 sous pression de l'Union européenne, avait prévu de porter l'âge de départ à la retraite à 67 ans. Le futur gouvernement a promis de revenir à un âge minimum de 62 ans. De plus, sur demande des « Cinq Étoiles », le programme de la coalition prévoit l'instauration d'un « revenu universel » de 780 euros ; une mesure cependant ambiguë qui peut aussi

arranger le capital, si elle substitue le futur revenu à l'ensemble des prestations sociales existantes. Un clash avec les institutions de l'Union européenne semble programmé, alors que le futur gouvernement italien s'apprête à sortir des clous de l'austérité budgétaire imposée – les critiques de Bruxelles seraient ainsi, le cas échéant, émises pour de mauvaises raisons. Pourtant, les bonnes et très bonnes raisons de s'opposer à cette alliance gouvernementale ne manquent pas.

Racisme d'État

Cette dernière cherche « évidemment » à mettre la pression sur les immigrés et les migrants, portant par exemple la durée maximale de la rétention administrative à 18 mois (contre 45 jours en France actuellement, ou 90 jours après le vote de l'actuel projet de « loi asile et immigration » de Gérard Collomb) et d'y placer les déboutés du droit d'asile. De ce point de vue, il faut a priori craindre le

pire, l'Italie constituant dans une large mesure le point de passage vers l'Union européenne pour les migrantEs traversant la Méditerranée. La gratuité des crèches, qui fait partie des mesures sociales promises, sera mise sous condition de nationalité italienne... ce qui est contraire au droit européen. C'est ce qu'en France certains appellent « préférence nationale ». Autre décision particulièrement emblématique, correspondant à un dada idéologique de l'extrême droite également bien connu en France : la future coalition a décidé d'interdire l'entrée de francs-maçons au futur gouvernement.

Partageant un tropisme pro-russe comparable à celui du FPÖ en Autriche ou du FN français, le futur gouvernement militera par ailleurs pour la levée de toutes les sanctions prises par l'Union européenne contre la Russie. L'avènement de cette coalition, qui est actuellement vue par la bourgeoisie comme un possible trouble-fête pour les institutions européennes (et saluée de ce point de vue, entre autres, par quelques néostaliniens français bien souverainistes...), sanctionne aussi le long suicide de la gauche italienne. Ce pays était doté, il y a quarante ans encore, du Parti communiste le plus fort de l'Europe occidentale – le PCI montant jusqu'à 35% des voix –, mais ce dernier est entré dès les années 1970 dans des liaisons dangereuses avec la social-démocratie allemande, entre autres. Avant d'entamer un long processus de transformation dans une gauche social-libérale qui n'enthousiasme plus personne.

Après la Bulgarie (pays où trois partis d'extrême droite participent à l'alliance gouvernementale), la Hongrie et la Pologne dirigées par des droites bien extrêmes, ce sont désormais l'Autriche puis l'Italie qui ont vu des forces d'extrême droite monter au gouvernement, ces derniers mois. L'Autriche créant, en quelque sorte, une continuité territoriale entre des pays du centre-est de l'Europe très hostiles à l'immigration – réunis dans le « groupe de Visegrad » – et une Italie qui inaugure une alliance inédite entre un mouvement populiste « post-idéologique » et l'extrême droite. Retour sur ces inquiétantes dynamiques, avec également un focus du côté de l'Allemagne où, là aussi, l'extrême droite a le vent en poupe.

Dossier réalisé par la Commission nationale antifasciste.

ALLEMAGNE SPEC

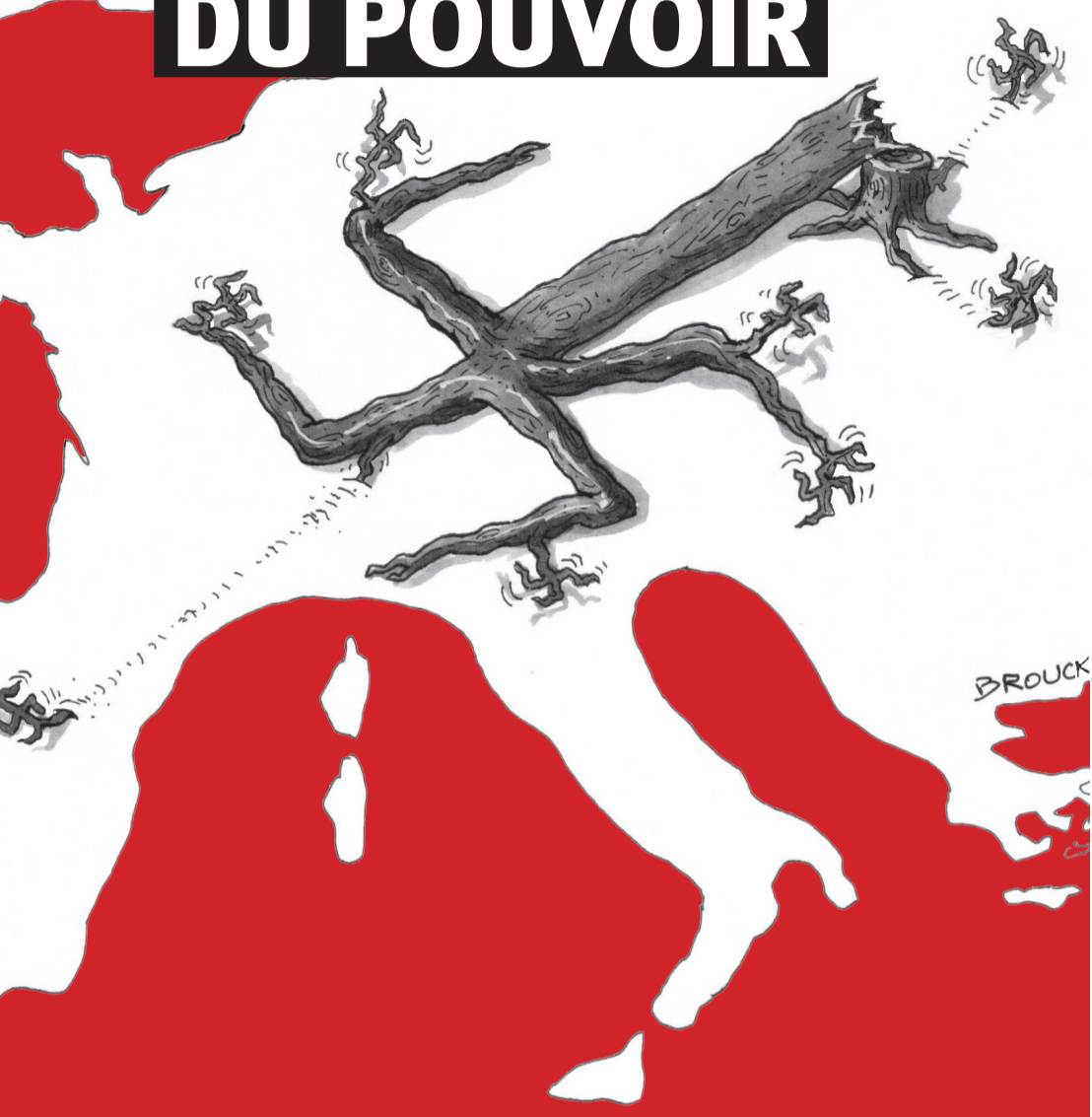
En Allemagne, aux législatives du 24 septembre 2017, un parti d'extrême droite a réussi pour la première fois depuis les années 1950 à entrer au Bundestag (Parlement fédéral). Jusqu'ici, des partis situés plus à droite que les conservateurs de la CDU/CSU avaient plusieurs fois réussi à percer dans des scrutins régionaux : le NPD (« Parti national-démocrate ») entre 1966 et 68, puis les REPs (« Les Républicains ») entre 1989 et 1992 ; entre 2004 et 2006, le NPD a connu quelques nouveaux succès régionaux en ex-Allemagne de l'Est. Mais aux élections au niveau fédéral – qui se déroulent au scrutin proportionnel à un tour, avec une barre de 5% des voix requises pour avoir des sièges –, le verrou n'avait jamais sauté. L'effort conjugué des grandes forces politiques établies, de la presse, du patronat et des syndicats, le rappel du passé hitlérien servant comme épouvantail efficace avait toujours empêché l'extrême droite de percer dans ces élections perçues comme « décisives » (bien plus que les scrutins régionaux ou encore les européennes).

Une extrême droite qui se radicalise

Or, en 2017, suite à une série de succès régionaux, le parti AfD (« Alternative pour l'Allemagne »),

fondé en 2013 comme un parti opposé aux mécanismes financiers de l'Union européenne et aux « aides » à la Grèce, puis transformé à partir de 2015 en parti essentiellement anti-immigration, a pu faire exploser le verrou. Obtenant 12,6% des voix (auxquelles s'ajoutent à l'extrême droite 0,4% pour le NPD désormais marginalisé), il a obtenu plus de 90 mandats au Bundestag. En même temps, il s'est progressivement radicalisé. En 2015, il s'est séparé de la première équipe dirigeante sous l'ex-président Bernd Lucke, plutôt nationale-libérale et issue de la grande bourgeoisie, qui s'était opposée à un positionnement trop explicitement raciste ou à l'extrême droite. Puis, après avoir été dirigé entre 2015 et 2017 par Frauke Petry (alliée de Marine Le Pen au niveau européen), le parti a poussé cette dernière à la sortie, puisqu'elle cherchait à exclure quelques cadres « trop extrémistes ». Au premier rang desquels se trouve Björn Höcke, chef de file du parti dans la région de Thuringe, dont les discours furent qualifiés – même par la direction sortante du parti – de proches des thèses nationales-socialistes. Aujourd'hui, la procédure d'exclusion à l'encontre de Höcke, qui n'a jamais abouti, a été officiellement abandonnée... Le parti, ou des éléments proches de lui (ainsi que des milieux

EUROPE: L'EXTRÊME DROITE À L'ASSAUT DU POUVOIR



TACULAIRE PERCÉE DE L'AFD

L'EUROPE FACE À L'EXTRÊME DROITE



encore plus à droite, jugés officiellement inféquentables par l'AFD) ont aussi présenté, pour la première fois massivement, des listes aux élections professionnelles qui se sont déroulées ou se déroulent encore, dans environ 40 000 établissements, de début mars jusqu'à fin mai. Certes, les

listes d'extrême droite n'ont été présentes que dans une poignée d'entreprises emblématiques, surtout du secteur automobile. Mais elles ont, là où elles étaient présentes et médiatisées, réalisé des scores autour de 10 %, réussissant parfois à apparaître moins racistes en présentant même par

endroits des travailleurs d'origine turque... mais appartenant aux « Loups Gris » (fascistes turcs). Leur succès est plus important au niveau médiatique, attirant ainsi l'attention du public, que leur ancrage réel sur le terrain. Mais il s'agissait là d'une première... inquiétante.

DES SOURCES D'INSPIRATION POUR LE FRONT NATIONAL

Le 1^{er} mai dernier, le FN aurait pu célébrer la journée internationale des travailleurs dans le bassin minier des Flandres... mais il organisait plutôt à Nice la « fête des Nations » avec son groupe du Parlement européen, le Mouvement pour une Europe des nations et des libertés (MENL). Malgré les absences de Matteo Salvini et de Geert Wilders, tous les autres « partis frères » avaient envoyé des délégués : Tomio Okamura (République tchèque, SPD), Harald Vilimsky (Autriche, FPÖ), Gerolf Annemans (Flandre, Vlamms Belang), Michal Marusik (Pologne, KNP), Veselin Mareski (Bulgarie, Volya), Phaillos Kranidiotis (Grèce, Nea Dexia) et Marine Le Pen et Nicolas Bay pour le FN.

Un espoir venu d'Autriche et d'Italie ?

C'est, pour le FN, l'occasion de saluer les scores des « partis patriotes » d'Autriche et d'Italie comme autant d'exemples de réussite. Mais pour passer « d'un parti d'opposition à un parti de pouvoir », les stratégies d'alliance et la négociation des positions restent encore à trouver, quitte à accepter de mettre en veilleuse quelques fondamentaux... quoique.

L'exemple autrichien est pour Ménard, en marge du FN et tenant farouche de l'union des droites « hors les murs », l'occasion de critiquer la position de Marine Le Pen. Mais pour Louis Aliot, la réussite des accords électoraux autrichiens offre une perspective « inévitable ». L'Autriche donne quelques signes d'espoir aux artisans d'une alliance entre les droites.

Ainsi Jérôme Rivière salue non « pas [un] pacte bobo avec des centristes mais une alliance de conviction ». Cet ancien du Centre national des indépendants et paysans (CNIP) proche de Léotard s'est fait virer par Sarkozy de l'UMP pour s'être présenté contre Éric Ciotti en 2007. Il rejoint alors de Villiers puis représente le FN aux législatives du Var en 2017 sur une ligne identitaire et souverainiste : un itinéraire logique selon Novopress, l'agence de presse des Identitaires. De même, Gilles Lebreton, allant dans le sens de Louis Aliot, envisage pour 2022 une coalition sur la base d'un contrat de gouvernement : « Le salut de la France sera peut-être à ce prix ! » Lebreton, ancien souverainiste de la ligne Pasqua-Villiers, arrivé au FN en 2011 après un passage par le SIEL, remplace Édouard Ferrand à la tête de la délégation du FN au Parlement européen, depuis le décès de ce dernier.

L'Italie constitue un autre cas d'étude satisfaisant pour le FN. Le congrès du FN de mars 2018 s'ouvrait après la victoire électorale de la Ligue et de ses alliés. Le FN y voit alors une « stratégie efficace de désenclavement politique » de bon augure pour les prochaines élections. Mais l'accord de gouvernement qui suit, avec le « Mouvement 5 étoiles », est encore plus intéressant pour le FN : des mesures sociales (comme un « revenu de citoyenneté » d'abord jugé comme de



DR

l'assistantat par la Ligue) sont couplés aux fondamentaux de l'extrême droite, préférence nationale et « conséquent volet anti-immigration » dicit Louis Aliot, ainsi qu'à des mesures de réduction de la dette et de baisse de la fiscalité. Ce contrat de gouvernement s'inscrit « au moins sur le papier, majoritairement dans la ligne » qu'Aliot défend. Dans sa tribune à Causeur du 19 mai 2018, il ajoute : « Mais surtout, de notre point de vue français, ce gouvernement sera un nouveau garde-fou pour s'opposer aux décisions unilatérales des fonctionnaires européens non élus qui entendent nous dicter notre conduite ». Le soutien aux gouvernements d'Autriche et du cercle de Visegrad relève certes d'un accord idéologique. Mais il s'agit surtout d'une occasion d'alimenter les critiques contre les « persécutions » de l'Union européenne.

La Pologne: un « modèle de résistance »

« Persécutions » contre la Pologne, qui veut « réformer sa propre justice » en renforçant le contrôle de l'institution judiciaire pour le gouvernement. Selon Gilles Lebreton, sa « souveraineté est violée » par la Commission de Bruxelles, le Conseil des États membres et les partis « euro-lâtres » du Parlement. Lebreton voit en la Pologne un « modèle de résistance » et une « championne des libertés » : son roi Jean III Sobieski « a sauvé l'Europe en 1683 en repoussant les Turcs devant Vienne »... sacré modèle ! « Persécutions » contre la Hongrie qui refuse les « leçons de morale et la submersion migratoire ». Gilles Lebreton défend la Hongrie de Viktor Orban, qui « nous protège par son mur anti-migrants ». C'est sûrement cela, le « nationalisme à visage humain » que propose cet homme d'ouverture...

En 2008, dans un ouvrage universitaire, ce juriste condamnait l'influence de Carl Schmitt au FN, une « menace réelle pour l'avenir de nos libertés publiques ». Mais il jugeait en 2014 que le FN avait considérablement évolué et que ses critiques avaient été entendues au bureau politique du FN. Le cas de Lebreton est typique de la logique de dédramatisation du FN : tant que les références idéologiques les plus marquées ne sont pas étalées au grand jour, les mesures politiques correspondantes sont bonnes à prendre. Et tant qu'il s'agit de lutte contre « l'immigration invasive », on s'arrange avec les relents d'antisémitisme. La députée européenne

FN Dominique Bilde, dans son soutien à la Hongrie, ne cache pas une certaine admiration pour les mesures de Viktor Orban contre le financement de la « propagande multiculturaliste » qui ont obligé George Soros « à plier bagage pour l'Allemagne ». Louis Aliot s'empresse de relayer la nouvelle : « Le président hongrois Viktor Orban accuse George Soros d'être responsable de la montée de l'antisémitisme en Europe mais également du rejet de l'UE par les populations, en intervenant dans la vie politique de nombre de pays, notamment en finançant des ONG pro-UE ou pro-migrants ».

L'islamophobie comme dénominateur commun

Le mot d'ordre « d'Europe des nations » et le projet « d'Union des nations européennes », avancés par le FN contre la politique actuelle de l'UE ne disent pas grand-chose sur la politique envisagée. Il s'agit plus de formules un peu creuses pour contenter les nationalistes jacobins comme les partisans d'une Europe des peuples et pour rassembler les diverses familles politiques européennes.

Il ne reste pas grand-chose des polémiques entre pro-croates (oustachis) et pro-serbes (tchetniks), pas plus que des engagements plus récents pro-ukrainien ou pro-russe. D'abord car, hormis Thibaut de la Tocnaye, conseiller régional en PACA, les tenants d'une ligne catholique anti-communiste, notamment autour de Chrétienté-solidarité, ne sont plus légion... Mais surtout la crise yougoslave des années 1990 a contribué à placer la question de l'islam au cœur des positions de l'extrême droite européenne. Avec le rejet de l'immigration extra-européenne, l'islamophobie est le dénominateur commun, au sein du FN comme entre les partis du Mouvement pour l'Europe des nations et des libertés. Les gouvernements de Serbie et de la République serbe de Bosnie ont ainsi rejoint le club des dirigeants chéris par l'extrême droite européenne. Édouard Ferrand, alors à la tête des députés européens du FN, les avaient rencontrés en 2016. Il saluait dans la Serbie le « chaînon central de l'amitié pour une construction européenne basée sur les peuples et les identités », et un élément dans la construction d'une « grande union avec Paris, Berlin, Belgrade, Varsovie et Moscou ». La figure de Poutine et sa politique autoritaire est l'autre trait rassembleur de cette extrême droite européenne.

RENNES «La Poste c'est qui? La Poste c'est nous!»



Après 132 jours de grève, un protocole d'accord concernant le conflit des postierEs a été signé jeudi 17 mai avec l'approbation du collectif des grévistes. Ces dernierEs, en grève depuis le 9 janvier, se battaient contre l'instauration de la pause méridienne, les tournées sacoches, la précarisation et les suppressions de postes.

Ce protocole n'est pas celui espéré par les facteurEs, qui continuent de défendre l'idée d'un retrait total de la méridienne et de la tournée sacoches, mais après 4 mois de grève, et face à une stratégie destructrice de la direction de La Poste, ils et elles ont décidé de reprendre le travail. Si la direction ne veut toujours pas céder sur la CDIisation des précaires et les suppressions d'emplois, elle aura toutefois dû reculer sur l'instauration de la pause méridienne qui devient « volontaire ».

Une grève qui aura semé des graines

Malheureusement ce protocole d'accord ne concerne qu'un seul bureau de poste, alors que le conflit s'était très rapidement étendu à l'ensemble du département. Mais l'expérience collective de cette lutte permettra de réactiver des conflits locaux prochainement. Dès le début du conflit sur le bureau de poste Crimée, les facteurEs ont démocratiquement construit la lutte autour d'un collectif de grévistes qui s'est empressé de faire la tournée des bureaux pour entraîner le plus grand nombre de collègue.

Au-delà de ce « dénouement », cette grève aura été exemplaire sur Rennes, de par l'ampleur de la solidarité (les salaires ont été versés à 80% pour touTEs les grévistes durant les 4 mois, nombreux concerts de soutien) et des liens tissés entre le collectif des grévistes et toute une série de secteurs (AG interpro, étudiantEs, cheminotEs...) autour d'actions communes (blocage des centres de tri, occupations de bureaux de poste). Dans toutes les manifestations depuis le début de l'année, les facteurEs ont été en tête de cortège, applaudis chaleureusement par l'ensemble des participantEs, montrant la voie de la mobilisation : dans l'unité démocratique et la détermination!

Correspondant

Depuis plusieurs mois, un mouvement d'opposition à la pause des nouveaux compteurs Linky prend une ampleur réelle dans tout le pays.

Dans le Vaucluse, des réunions publiques d'information ont rassemblé dans de petites villes et des villages de 150 à 400 personnes, 10 collectifs anti-Linky ont vu le jour. Ces collectifs ont tenu en mars une conférence de presse en mairie d'Avignon. En juin, il est prévu une chaîne humaine pour encercler symboliquement un gros bourg de notre département. Il existe au total plus de 1000 collectifs en France. Il est même question d'une initiative nationale. Près de 600 communes ont adopté des délibérés anti-Linky, ce qui encourage les usagerEs à s'opposer. Ces délibérés sont presque tous rejetés, les préfets les attaquant au tribunal administratif.

Pourquoi une opposition à Linky?

Ces nouveaux compteurs dits communicants sont en réalité de petits ordinateurs qui enregistrent votre consommation, pratiquement en permanence, par le biais d'un courant porteur qui répand des ondes magnétiques à travers les installations des habitations. On signalera au passage que l'armée a refusé ces compteurs, en raison des ondes pouvant perturber les différents systèmes de communication et de surveillance.

Par ailleurs, si dans les immeubles et habitations de construction récente, les lignes sont blindées pour éviter la propagation des ondes, ce n'est pas le cas pour des millions de logements plus ou moins anciens!

VAUCLUSE Stop Linky!



Les risques pour la santé ne sont pas négligeables car, on le sait, certaines personnes sont très sensibles aux ondes. De nombreux incidents ont été relevés : installations qui disjonctent fréquemment, surchauffe et même quelques incendies, rares cependant. Certains techniciens embauchés à la va-vite avec des contrats précaires, par des sous-traitants d'Enedis n'ont pas toujours la formation nécessaire. C'est le grand projet de l'entreprise Enedis (ex ErDF) qui gère le réseau de distribution d'électricité : aboutir au remplacement d'ici à 2021 de près de 40 millions de compteurs, pour un coût estimé à 5,5 milliards d'euros.

Une opération juteuse

L'argument clef fourni par Enedis est que les usagers vont pouvoir contrôler facilement au jour le jour leur consommation, argument qui ne tient pas la route, dénoncé par des associations de

consommateurs, car on peut aisément contrôler sa consommation avec les compteurs existants et même avec de vieux compteurs bleus.

Pourquoi alors changer des compteurs qui fonctionnent très bien, s'interroge bon nombre de gens, y aurait-il un marché juteux pour certains?

La Cour des comptes, dans un récent rapport, a mis en accusation Enedis pour défaut d'informations, approximations et s'interroge sur le coût d'une telle opération pour les usagerEs, l'entreprise mettant l'accent sur la gratuité de la pose. Une association de consommateurEs, après enquête, a indiqué que dans un avenir proche, Enedis fera payer ces nouveaux compteurs, dont la durée de vie ne dépasserait pas 8 à 10 ans, de manière déguisée sur nos factures, à raison de 15 euros par an par unité, pendant dix ans.

Les usagerEs sont prévenus de la venue de techniciens par un vague courrier, puis de façon agressive par téléphone. Quant aux pratiques de l'entreprise sur le terrain, cela relève de méthode de voyous :

- intimidation et menaces de coupures, de facturation très élevée pour la pose à l'horizon 2021;

- il arrive même que certains techniciens installent les compteurs hors présence des usagers, lorsque les boîtiers se trouvent au dehors des habitations.

Le droit de s'opposer

Il est bon de signaler que chacun peut s'opposer, sans aucun risque actuellement, à la pose des Linky; le ministre Hulot a publié une note en ce sens.

L'Union européenne et l'État français sont favorables au Linky, la Belgique a choisi le refus et l'Allemagne a limité ces compteurs aux plus gros consommateurs, essentiellement les entreprises. Toutefois et tout récemment, la Commission européenne a indiqué, dans un avis, qu'il n'y avait pas d'obligation stricte à la pose « des compteurs dits intelligents ». Le cas Linky illustre une nouvelle fois le détournement des services publics vers une logique de profit, au détriment des usagers qui verront leur pouvoir d'achat amputé encore un peu plus.

Au-delà des résistances indispensables, du rejet de telles dérives, nous, militants anticapitalistes, devons mettre en avant la création d'un service public de l'énergie sous contrôle de la population, pour le bien de toutes et tous.

Jean-Paul Castels

FLEURY-MÉROGIS Solidarité avec Gaza, «la plus grande prison du monde»

Le dimanche 20 mai, un collectif de prisonniers de Fleury-Mérogis a décidé de bloquer la cour de promenade de la prison pour manifester, symboliquement, sa solidarité avec les PalestinienEs de Gaza face à la répression sanglante de l'État d'Israël (voir page 3). Nous reproduisons ci-dessous le texte qu'ils ont rendu public, mis en ligne sur le site StreetPress.

Nous, détenus du bâtiment D1 de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, avons décidé de bloquer la cour de promenade en soutien au peuple palestinien qui manifeste depuis plusieurs jours pour tenter de braver le blocus imposé par Israël et contre l'installation de l'ambassade américaine à Jérusalem, à l'occasion des 70 ans de la Nakba et pour

faire valoir le droit au retour des Palestiniens. Même si nous sommes privés de liberté, nous tenons à manifester contre les massacres dans la bande de Gaza de la part du gouvernement israélien, en solidarité avec les 61 Palestiniens tués par les forces militaires coloniales (dont 8 enfants et 1 bébé), et les 2400 blessés. Tout comme les Palestiniens, qui font de la Palestine un



symbole de dignité et de lutte de longue haleine, notre manifestation est une manifestation pacifique, sans violence et sans haine. Nous bloquons la promenade dans le calme jusqu'à l'arrivée des Éris. Parce que Fleury est la plus grande prison d'Europe, nous voulons exprimer notre solidarité avec Gaza, qui est la plus grande prison du monde! « Nous sommes tous des enfants de Gaza! »

UNIVERSITÉS

Mouvement contre la sélection : l'heure des premiers bilans

Entretien. Deux mois après l'attaque fasciste à Montpellier, le mouvement étudiant est à nouveau dans une phase de recul. Nous revenons sur ces deux derniers mois avec Arthur, militant à Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre de la direction du NPA Jeunes.

Dans un certain nombre de facs, le mouvement contre la sélection est particulièrement à la peine. Quels sont tes premiers bilans, en tant que militant, après deux mois de mouvement?

La première chose que je retiens, c'est que nous étions face à des potentialités importantes : il y avait, ce printemps, la

possibilité d'un mouvement de masse dans la jeunesse. Cela s'est vu avec des assemblées générales qui ont pu être plus importantes que durant le CPE : 2500 à Montpellier, 3500 à Rennes 2, 2000 au Mirail... et tous les jours, alors que les partiels sont annulés, on voit qu'une majorité d'étudiantEs sont contre

HARCÈLEMENT**Double condamnation contre La Poste**

Les deux verdicts sont tombés à quelques jours d'intervalle : La Poste vient d'être condamnée, à deux reprises, pour des faits de harcèlement.

Des décisions à saluer, qui confirment ce que dénoncent depuis de longues années les salariéEs et les syndicalistes de La Poste : des conditions de travail de plus en plus insupportables, un management toujours plus agressif, une direction qui couvre les pires pratiques.

«Il appréhendait d'aller au travail»

Thierry Lagors, facteur béarnais, est décédé il y a 3 ans, en juillet 2015, d'un AVC, à l'âge de 43 ans. Ses parents, convaincus que c'est en raison du stress généré par ses conditions de travail que leur fils est décédé, ont décidé de reprendre la procédure que ce dernier avait lancée aux prud'hommes contre sa direction. La décision du tribunal des prud'hommes de Pau a été rendue en fin de semaine



dernière : une condamnation de La Poste, pour harcèlement moral, avec 20 000 euros de dommages et intérêts.

Interviewée par France Bleu, la mère de Thierry Lagors explique : «Il appréhendait d'aller au travail, quand il partait en tournée il était bien, et il appréhendait de revenir au travail pour déposer ses affaires. C'est quelque chose de difficile à vivre. Je l'ai vu trembler comme une feuille sans pouvoir s'arrêter tellement il était stressé. Je pense que c'est la reconnaissance des conditions de travail qui se dégradent pour tout

le monde, parce que je pense qu'il n'est pas seul dans ce cas. Malheureusement.» La Poste a la possibilité de faire appel.

Harcèlement sexuel et moral

Le 17 mai, le conseil des prud'hommes de Paris condamnait quand à lui La Poste dans une affaire de harcèlement sexuel et moral. L'entreprise est jugée coupable de ne pas avoir protégé l'une de ses salariéEs, Emmanuelle E., victime de harcèlement et de tentatives de viol de l'un de ses chefs durant plus de 14 ans, de son embauche, en 2001, jusqu'en 2015,

et condamnée à verser 126 000 euros de dommages et intérêts à la victime. Comme l'explique le Monde, « dans cette somme sont inclus des dommages et intérêts pour harcèlement sexuel (30 000 euros) ainsi que pour harcèlement moral (25 000 euros), pour manquement de l'employeur à son obligation de préserver la sécurité du personnel (10 000 euros), et pour licenciement nul (35 000 euros). »

Trois ans après l'alerte lancée par SUD-PTT, que la victime avait fini par contacter après de longues années de silence, par peur de perdre son emploi, et d'isolement, la direction de l'entreprise est donc condamnée. Une direction qui a couvert jusqu'au bout le harceleur, promettant des sanctions tout en organisant, en catimini, son départ à la retraite. Là aussi, La Poste peut faire appel. Mais comme le souligne un représentant de SUD-PTT interrogé par le Monde : « M. Desjacques, le nouveau DRH, chantre du management bienveillant, est maintenant devant ses responsabilités. S'il veut conserver de la crédibilité, il doit siffler la fin de ce dossier et se conformer au présent jugement. » Ce serait, effectivement, la moindre des choses.

JS

PSA Attaques contre les salaires

Pionnier dans l'application des ordonnances Macron, PSA veut décidément tirer plus vite que son ombre. Quelques jours après la parution, le 22 décembre 2017, du décret d'application de la loi travail Macron sur les ruptures conventionnelles collectives, PSA était la première entreprise après Pimkie à vouloir l'appliquer dans les usines du groupe.

Et PSA recommence aujourd'hui avec la possibilité laissée aux patrons d'imposer une augmentation de la durée du travail sans réelle compensation salariale. PSA a ainsi annoncé aux 3 000 salariéEs de l'usine de Vesoul (Haute-Saône) son intention d'augmenter leur temps de travail de 35 à 37 h 45 par semaine, soit une augmentation de 7,8%, avec pour « contrepartie » une hausse des salaires limitée à... 2,8%. Et en plus la direction prévoit de supprimer 150 contrats CDI par an d'ici à 2020.

**Une attaque permise par le macronisme**

Merci Macron ! Jusqu'à maintenant une telle remise en cause des contrats de travail était impossible. Avec un accord passé avec des syndicats majoritaires, une direction patronale peut maintenant l'imposer. Chez PSA, lieu d'une longue tradition de magouilles avec des officines maison ou avec des syndicats champions dans l'accompagnement des politiques patronales, il se trouve des syndicats dans l'usine de Vesoul pour relayer les arguments de la direction. Le délégué du syndicat FO, nouvellement à la tête du Conseil d'entreprise, une nouvelle institution Macron, a déclaré : « On est hyper concurrencé sur ce marché des pièces détachées, donc il faut être vigilant et flexible. Aucun salarié ne souhaite perdre son emploi ». Et cela pour accepter le chantage et travailler plus ! La CFTC est moins enthousiaste refusant aujourd'hui de donner un « chèque en blanc » à la direction. Cela ne passe pas ! Ces annonces de la direction de PSA rencontrent des résistances parmi les travailleurs. Des premiers débrayages ont perturbé la production jeudi 17 et vendredi 18 mai. De nouvelles actions sont prévues le 22 mai. Ils ont été soutenus par le syndicat CGT, qui dénonce les projets de PSA.

Cette annonce de PSA dans l'usine de Vesoul est une première application des lois travail Macron sur la durée du temps de travail et la remise en cause des 35 heures. Elle suscite beaucoup d'inquiétudes et de discussions dans la grande usine de Mulhouse, située à une centaine de kilomètres de Vesoul. Et au-delà, ce sont bien sûr toutes les salariéEs qui sont visées. C'est donc bien la résistance qui est l'ordre du jour, et la construction d'un toutes ensemble !

Correspondants

McDONALD'S La contestation au menu

Entretien. Le 11 mai dernier a eu lieu à Paris, à l'initiative de la CGT, de Solidaires et du Collectif de soutien aux salariéEs de la restauration rapide, une manifestation en direction de plusieurs restaurants McDonald's pour exiger l'arrêt des mises en franchise, la fin de l'évasion fiscale et un salaire minimum à 13 euros. Nous revenons sur la dynamique en cours avec Laurent Degoussé, secrétaire de SUD Commerce.

Comment s'est passée la manifestation du 11 mai ?

Ce sont près de 200 salariéEs McDonald's, dont une cinquantaine montés de Marseille, qui ont défilé de gare du Nord à Opéra dans une ambiance dynamique. 10 des 37 employéEs du restaurant de gare de l'Est se sont ensuite mis en grève, puis l'occupation a été décidée dans la foulée, du jamais vu depuis 2003, date de la dernière grève à celui de Strasbourg-Saint-Denis !

Depuis, le restaurant a été évacué...

La situation rend McDonald's nerveux : en dépit de la présence de nombreux soutiens, dont des cheminotEs et des étudiantEs, le restaurant a été violemment évacué

par une dizaine de vigiles mercredi dernier et j'ai moi-même été placé en garde à vue le 17 mai suite à une action sur l'établissement de Saint-Lazare puis libéré le lendemain grâce à la pression militante.

Quelles sont les prochaines échéances ?

La grève se poursuit hors les murs avec d'autres visites de restaurants prévues et un rassemblement jeudi 24 mai à 14 h 30 au nouveau tribunal de Paris : en effet, six des occupantEs ont été assignés par le franchisé de gare de l'Est. Comme il s'est fait justice lui-même, nous comptons bien faire du procès une tribune en faveur du droit de grève et de s'organiser à McDonald's.

Propos recueillis par la rédaction



la loi. Quand 900 personnes votent l'annulation d'un partiel parce que la fac est entourée par la police, il y a une politisation de masse. La deuxième chose intéressante, c'est la forme qu'a prise ce mouvement, à savoir celle des occupations. Cela reflète une volonté, très progressiste à mon sens, de vouloir défendre sa fac au moment où elle est attaquée, en entamant une subversion de celle-ci par l'occupation.

Pourquoi le mouvement est-il au point mort aujourd'hui ?

Le mouvement est loin d'être fini. Tout d'abord, il y a les résultats de Parcoursup qui sont tombés le 22 mai, cela va peut-être faire réagir les lycéenEs. Par ailleurs, avec la situation chez les cheminotEs, tout peu basculer très vite pour nous s'il y a une accélération de la grève du rail.

Mais je pense qu'il faut voir que malgré les grandes potentialités du mouvement, celui-ci est allé dans le mur à cause d'une absence de direction. Après la loi travail, l'UNEF, qui était traditionnellement la grande force dans le mouvement étudiant, est quasiment inexistante et ne pèse plus dans la situation politique. Face à cette absence, il y a une crise de direction du mouvement étudiant, au sens où aucune force politique n'a les moyens ou ne veut assumer cette direction. Ainsi, les autonomes et La France insoumise, très présents dans la jeunesse, ne cherchent pas à être cette direction à l'échelle nationale. Pour les premiers, il y a un repli sur le local, et sur des occupations transformées en « lieux de vie », qui est allé contre toute tentative de coordination nationale, et contre toute politique visant à élargir la mobilisation à d'autres secteurs du mouvement étudiant.

La France insoumise, elle, laisse le mouvement étudiant sans lui proposer une politique. Leurs tentatives de récupération, autour du 5 mai notamment, se font en extériorité du mouvement, en appelant les étudiantEs à manifester en tant que « citoyens ».

Quel est le rôle du NPA-Jeunes dans cette situation ?

Pendant tout le mouvement, nous avons tenté de proposer une politique à même de gagner, avec l'importance notamment d'une coordination nationale auto-organisée qui puisse diriger le mouvement. Aujourd'hui les autonomes cherchent à détruire une des plus importantes traditions du mouvement étudiant, l'auto-organisation, c'est-à-dire l'idée que les assemblées générales doivent être les lieux où se décident l'avenir du



mouvement. Nous devons défendre cette tradition coûte que coûte : c'est par des coordinations nationales que nous avons gagné en 1986 contre Devaquet et en 2006 contre le CPE.

Par ailleurs, il s'agit, en tant que révolutionnaires, de lutter contre la politique néfaste des autonomes, de la logique de la « ZAD universitaire » à celle des black blocs, qui tendent à se couper des masses étudiantes. Il y a derrière la logique de la fac occupée comme « lieu de vie » une forme de défaitisme, comme si on ne pouvait plus gagner à l'échelle nationale, et que les seules formes de résistance ne pouvaient être que locales. L'idée que nous pouvons gagner contre Macron à l'échelle nationale, et la nécessité d'un parti révolutionnaire pour le faire : voilà les combats que nous devons mener.

Propos recueillis par la rédaction

Les Nôtres**Les comités en action!****Toulouse Fête anticapitaliste**

La fête anticapitaliste à Toulouse s'est déroulée samedi 19 mai sous les auspices des 50 ans de Mai 68, avec plus de 300 entrées sur la journée. Les débats sur la grève générale de Mai 68 ont été riches, autour de projections de courts-métrages dans un premier temps, puis lors d'une table ronde avec Alain Krivine, Ludivine Bantigny et des intervenantEs toulousainEs qui ont participé à Mai 68 ou qui ont étudié cette période dans la ville rose.

Un meeting sur les luttes sociales a permis de donner la parole à celles et ceux qui luttent en ce printemps 2018 contre le gouvernement Macron : étudiant, cheminot, hospitalière, militante de la lutte à Notre-Dame-des-Landes se sont succédé à la tribune. Côté culture, la compagnie « Sans la nommer » nous a présenté son spectacle *Maothologie*, histoire émouvante d'une enfant d'établi qui redécouvre l'expérience de son père et de ses 3 années passées à l'usine, qui sera également joué lors de la fête du NPA région parisienne le 9 juin prochain. Enfin, Mymytchell et Tiwiza ont animé le concert qui est venu clôturer une journée réussie.

Correspondant



DR



Les prochaines initiatives du NPA à l'occasion des 50 ans de mai 1968

Samedi 26 mai Poitiers

À partir de 14 h, auberge de jeunesse

Vendredi 1^{er} juin Perpignan

À 19 h, avec Alain Krivine. Plus d'informations à venir

Samedi 9 juin Paris

De 12 h à minuit, à la Parole errante, 9, rue François-Debergue à Montreuil, métro Croix-de-Chavaux (voir page 12)

Samedi 16 juin Guigamp

À 12 h, avec Alain Krivine. Plus d'informations à venir

Mercredi 20 juin Bourg-en-Bresse

À 20 h, avec Alain Krivine, salle Olympie-de-Gougues

Momo/François Bouée (1951-2018)**Le message de ses camarades turcs**

Après avoir suivi des cours de turc à l'Inalco, François est parti en Turquie pour faire de la pratique et développer son turc. C'est dans sa Renault 4L qu'il est arrivé pendant l'été 1975 au foyer étudiant de Kadirga à Istanbul, un réel bastion de l'extrême gauche. C'est ici qu'il a fait la connaissance du noyau de jeunes trotskistes qui allaient former le groupe lié à la Quatrième Internationale en 1978, sous le nom de Révolution permanente. C'est justement Momo qui, travaillant à l'époque avec Livio Maitan dans l'implantation au Moyen-Orient, allait nouer les rapports du groupe avec la QI.

Les principales publications, matériels de formation et brochures de l'époque qu'il transportait lors de ses nombreux allers-retours en tant que guide de voyages entre 1977 et 1980 allaient être d'une grande importance dans l'orientation politique du groupe, à une période où les moyens de communication étaient fort réduits. Sa connaissance du turc (de même que certaines notions de dialectes locaux)

L'ami, le camarade, le militant internationaliste et compagnon du mouvement marxiste révolutionnaire de Turquie depuis ses tous premiers jours nous a quittés. Ce fut un véritable bonheur de t'avoir connu Momo. Dans tous nos combats ta mémoire nous accompagnera.



DR

lui permettait de comprendre de fond en comble les divergences entre les (nombreux) courants de la gauche turque et kurde. Il rédigea d'ailleurs directement en turc, dans la revue *Que Faire* du groupe, un article sur l'intervention soviétique en Afghanistan. Après le coup d'État militaire de 1980, Momo fut d'une grande aide aux réfugiés politiques venant

de Turquie, surtout lors de leurs premiers temps qui furent pour le moins difficiles. Après l'amnistie et le retour de l'exil, ses voyages en Turquie, dus à son métier, lui ont permis de garder un contact assez proche avec la section turque à laquelle il cotisait assez régulièrement. L'été dernier, Momo s'était chargé de faire visiter Paris à la délégation d'ouvriers de Renault, porteparoles des récentes grèves de l'automobile. Ses allures de turc, sa connaissance de la langue et bien entendu sa moustache lui valurent l'appellation de « Mamo dayi » (Oncle Mamo) de la part de ces derniers.

Un salut de ses camarades des années 1970 des cellules Renault Billancourt de la LCR

Les années ont passé et la dispersion de nos parcours nous a éloignés. Pourtant nous ne pouvons oublier la présence dynamique et

solide de notre camarade et ami « Momo » dans notre équipe de militantEs de la Ligue communiste révolutionnaire à Renault-Billancourt dans les années 1970. Il ne fut pas seulement un diffuseur assidu, durant des années, à 6 heures du matin aux portes de l'usine, des tracts qu'il contribuait à rédiger... mais c'était aussi, et surtout, son sourire tendre et moqueur... Enfin, plus qu'un vrai camarade, un ami. Il avait d'ailleurs répondu présent lorsque les militants NPA de Renault ont une nouvelle fois fait appel à lui lors de la grève des ouvriers de Renault Bursa en Turquie, en accompagnant en tant que militant-traducteur leur délégation venue à Paris chercher du soutien à leur lutte.

AucunE d'entre nous ne pourra l'oublier. Nous partageons la tristesse de ses proches mais aussi le bonheur de l'avoir connu.

Emmanuelle, Jeannette, Jean-Claude, Patrick et Jean

En soutien aux luttes**Philippe Poutou avec les grévistes du McDonald's de gare de l'Est**

Le jeudi 17 mai, notre camarade Philippe Poutou a rendu visite aux salariéEs du McDonald's de gare de l'Est à Paris, en grève pour des augmentations de salaires et contre l'évasion fiscale pratiquée par l'entreprise. L'occasion d'apporter le soutien du NPA à ce juste et difficile combat (voir page 8), de discuter avec les salariéEs mobilisés et en butte à la répression made in McDonald's, mais aussi d'échanger quelques mots avec Eva Joly, à l'initiative d'une plainte contre l'entreprise pour « blanchiment de fraude fiscale en bande organisée ».

PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB



Cinéma

En Guerre, de Stéphane Brizé

Avec Vincent Lindon, Mélanie Rover, Jacques Borderie. Sortie le 16 mai 2018 (1h53).

Les avis devraient être partagés. Mais cet article n'en dira que du bien et même beaucoup de bien. *En Guerre* est un film puissant et émouvant. L'histoire racontée est d'une actualité criante : un groupe qui fait du profit décide de fermer une de ses usines (1100 salariéEs) pour satisfaire ses actionnaires qui en veulent encore plus. Les salariéEs ripostent, refusent de perdre leur emploi, bloquent la production.

La violence du capitalisme

À partir de là, le réalisateur, Stéphane Brizé, qui s'est très bien entouré (conseillers syndicalistes, avocats...) essaie de décrire les mécanismes en place, avec précision, sans jamais rien caricaturer. C'est simple, on s'y croirait, on a l'impression d'être dans la lutte, parmi les salariéEs en colère, avec elles et eux, partageant les mêmes peurs et révoltes.

Le titre du film annonce la couleur. C'est l'histoire d'une violence, celle du capitalisme, de la course aux profits, une violence qui exploite, qui broie et qui tue aussi.



images, on prend de plein fouet cette violence permanente, quotidienne, une violence invisible qui est très bien mise en évidence. Une violence qui explique et justifie la colère, la révolte contre un système et contre le monde des possédants. La « guerre » devient légitimement celle des salariéEs qui ont leur dignité et leur solidarité pour se défendre. Protester, crier, bloquer, occuper, envahir, bousculer deviennent les seuls moyens de se faire entendre. Plusieurs scènes du film sont d'ailleurs clairement des rappels de moments de lutte des Contis (Xavier Matthieu fait partie des « conseillers ») ou d'Air France.

Refus de se résigner

La violence, c'est aussi, tout le long du film, celle d'un traitement médiatique des conflits sociaux, classique, qui stigmatise la « violence » ouvrière, celle de la colère, montrant des patrons blessés, pourchassés, qui deviennent alors les victimes, dans une spectaculaire inversion des choses.

Enfin, la violence, c'est celle des problèmes posés par la lutte, et des

À travers différents moments de la lutte des salariéEs, on assiste à des réunions avec le patron de l'usine puis avec le grand patron du groupe. On voit l'État intervenir, essayant de jouer le rôle du médiateur. La violence est omniprésente, celle du cynisme et de l'arrogance patronales (« C'est difficile de licencier pour nous aussi »), celle de l'hypocrisie du gouvernement avec sa prétendue impuissance (« On ne peut pas tout »). En regardant les

rapports entre salariéEs en lutte. Les grévistes, les syndicalistes sous la pression d'un combat désespéré, se disputent sur les formes de la lutte comme sur les revendications. Les échanges sont terribles entre, d'une part, celles et ceux qui mettent en avant la bataille pour la défense des emplois ou des formes d'action plus radicales et, d'autre part, celles et ceux qui veulent mener la bataille pour des primes de licenciements. On voit bien, sans jugement sur lesquels seraient les bons ou les mauvais, les dégâts de la division parmi les salariéEs.

Vincent Lindon et tous les acteurEs amateurEs sont formidables, incroyables de justesse et d'émotion. Le film est dur, mais pas aussi noir que le précédent de Brizé, *la Loi du marché*, parce qu'il y a une lutte et donc le refus de se résigner, l'espoir de changer la donne. Un film qui donne à voir la réalité, celle d'un capitalisme brutal et injuste, celle d'une guerre de classe menée par les possédants. Loin d'être pessimiste ou fataliste, le film montre qu'on peut s'opposer à ce qui est censé être inéluctable, que la dignité et l'humanité sont dans la lutte collective, dans la solidarité. Ce film donne l'envie de se battre car il est un appel à la révolte, à ce que les salariéEs osent ne plus subir et prennent leurs affaires en main.

Philippe Poutou

Exposition

Chagall, Malevitch, Lissitzky: l'avant-garde russe à Vitebsk

Au Centre Pompidou, du 28 mars au 16 juillet 2018. Tarif: 14 euros, réduit 11 euros.



L'année 2018 marque le centième anniversaire de la nomination de Marc Chagall au poste de commissaire des beaux-arts de la ville de Vitebsk (Biélorussie).

Chagall, artiste juif vivant à Petrograd, connaîtra une période d'euphorie quand, au lendemain de la Révolution russe, une loi interdisant toute discrimination nationale et religieuse lui permettra d'obtenir le statut de citoyen russe. Il aura l'idée de créer une école d'art révolutionnaire ouverte à touTEs et gratuite. Le projet sera validé par le pouvoir bolchevik.

Chagall va consacrer toute son énergie à faire que l'école fonctionne.

L'exposition rappelle que cette école a fait coexister deux courants très différents :

- les réalisations de Chagall : figuratives, poétiques, imaginatives ;
- le courant abstrait introduit par El Lissitzky puis par Kasimir Malévitch, fondateur du « suprématisme ». Ils créeront un groupe baptisé Ounovis (les Affirmateurs du nouveau en art).

Une école, trois artistes majeurs

Les œuvres exposées suivent la chronologie de l'école :

- les œuvres de Chagall au début de l'existence de l'école ;
- les œuvres des artistes connus dont il sollicitera la collaboration : Vera Ermolaeva, Iouri Pen, David Lakerson entre autres et surtout El Lissitzky qui insistera pour faire venir Kasimir Malévitch, chef de file des mouvements abstraits ;
- une salle consacrée aux trois artistes majeurs : Chagall et son ensemble « art de gauche » dans lequel il fait état de ses réactions face au bloc abstrait de plus en plus dominant dans l'école, à propos duquel il fait preuve d'humour, voire de moquerie mais qu'il ne rejette pas totalement et duquel, parfois, il s'inspire ; Malévitch et El Lissitzky, avec des œuvres abstraites, sans aucun objet, avec l'ensemble des « prouns » d'El Lissitzky (projets d'affirmation du nouveau en art) et les projets d'espace urbain de Malévitch (décors de façade avec formes géométriques...);
- la collection constituée par Chagall pour le musée d'art contemporain qu'il voulait ouvrir et qui ne verra jamais le jour.

Cette exposition apporte un éclairage sur la façon dont le nouveau régime concevait l'esthétique dans la nouvelle société. Les formes géométriques en peinture, les cubes en architecture étaient omniprésents dans les rues et les bâtiments.

Chagall, de plus en plus « boudé » par ses élèves, quittera Vitebsk en 1920 pour se consacrer au théâtre juif. Il intégrera avec humour dans ses toiles des formes suprématisistes pour se venger de son expérience de Vitebsk. Malévitch regagnera Petrograd en 1922 et réalisera son projet d'architecture suprématisiste (les cinq maquettes sont dans l'exposition). Lissitzky s'établit à Berlin en 1921, et participera notamment de la Grande exposition de Berlin, en 1923, où il installera ses « prouns ».

Sylvie Tridon

Romans



Tu dormiras quand tu seras mort, de François Muratet

Joelle Losfeld éditions. 253 pages 18,50 euros.

Au travers de ce roman à la structure de thriller, François Muratet nous montre divers aspects de la guerre coloniale. Certains sont maintenant connus, comme les exactions commises par l'armée française et ses supplétifs : massacres, tortures, viols. D'autres moins, comme les agissements

de bandes armées plus ou moins autonomes, officiellement rattachées à l'armée française, mais qui jouent leur propre partition entre les deux camps et dont les chefs se conduisent comme des petits seigneurs de guerre. Une situation bien différente de celle à laquelle s'attendait le jeune officier pétri de

sentiments patriotiques. L'écriture très vivante et très fluide de Muratet facilite l'immersion dans cette guerre sanglante qui a marqué toute une génération, et laisse encore de profondes séquelles aujourd'hui.

Gérard Delteil

1-Réédition en poche 2008 chez Babel noir.

On devait déjà à François Muratet plusieurs romans politico-policiers, dont *Stoppez les machines*¹ consacré à la lutte pour que les 35 heures soient payées 40 heures, qui prenait comme protagonistes les ouvriers d'une usine, ce qui est assez rare dans le polar français. Cette fois, c'est à la guerre d'Algérie qu'il s'attaque. Un très jeune officier du renseignement militaire se voit confier une mission assez inhabituelle. Ses supérieurs lui demandent d'infiltrer, comme simple soldat, un commando de chasse dirigé par le sergent-chef arabe Guellab, dont ils se méfient.

Un thriller dans une guerre coloniale

Un officier a en effet été tué au cours d'une embuscade et la hiérarchie militaire s'interroge sur les circonstances de cette mort. Guellab ne jouerait-il pas double jeu ? Pourrait-il avoir passé des accords secrets avec des unités du FLN de la région ? La mission est d'autant plus délicate que ses hommes, qui sont pour une bonne part des FSNA (« Français de souche nord-africaine », dénomination attribuée aux Algériens incorporés dans l'armée française), sont en admiration devant leur chef.

Eroica, de Pierre Ducrozet

Babel, 272 pages, 8,50 euros.

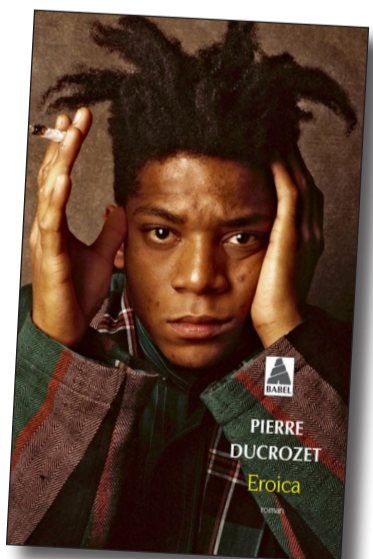
Eroica est un roman biographique sur le peintre US Jean-Michel Basquiat, qui a pour décor le New York des années 1980, ville dans laquelle foisonne la contre-culture alors que les Yuppies (jeunes cadres dynamiques qui ne rêvent que de faire de l'argent) sont à la mode.

Frénésie créatrice

Le narrateur suit Jay, double littéraire de Jean-Michel Basquiat, un jeune homme noir dans une Amérique raciste, qui fuit les violences familiales et qui va squatter dans Brooklyn chez ses petites amies. Il a une obsession : devenir un héros, comme les personnages des Comics qu'il lit. Jay passe ses journées à peindre sur des murs, d'abord au sein de son collectif SAMO puis sur des toiles, des panneaux de bois, des portes, des réfrigérateurs... Il écoute du jazz, admire des musiciens noirs comme Miles Davis, Charlie Parker, mais aussi des sportifs

noirs comme Mohamed Ali, Sugar Ray Robinson, tous se retrouvent dans ses œuvres. Il fréquente le Mudd Club dans lequel se côtoie tout le milieu underground de l'époque, et est ami entre autres avec Vincent Gallo (comédien), Keith Haring (graffeur), Madonna... Il fume beaucoup, boit beaucoup, sniffe de la cocaïne et s'injecte de l'héroïne.

Pierre Ducrozet, à travers une écriture rythmée, faite de retours en arrière, de changements de narrateur, d'inter interruptions dans la narration, de prises de parole de personnages importants (Phoebe, Warhol...) nous donne à voir, au cours de cette période frénétique et effervescente, le parcours chaotique du peintre génial, détesté, adulé, convoité, qui a transposé son art de la rue aux galeries les plus prestigieuses, ses peintures devenant les plus cotées du marché de l'art. Lui qui dénonçait dans ses œuvres le racisme et le capitalisme à fini par



être rongé par cette société marchande qui voyait dans son art un investissement financier. Le génie s'est brûlé les ailes en se confrontant au monde et en voulant lutter contre ses démons. Basquiat est mort d'une overdose à 27 ans, laissant plus de 800 tableaux et 1500 dessins.

Le roman donne envie d'explorer l'œuvre extraordinaire de l'artiste. **Béatrice Walylo**

À la Parole Errante,
9 rue François-Debergue
93100 Montreuil, métro
Croix-de-Chavaux (Ligne 9)



TARIQ ALI
CATHERINE SAMARY
ZBIGNIEW KOWALEWSKI
MICHAEL LÖWY
ROBI MORDER
ALAIN KRIVINE
LUDIVINE BANTIGNY
JOSETTE TRAT
CHARLES PIAGET
FABIENNE LAURET
SOPHIE BÉROUD
FANNY GALLOT

DÉBATS - EXPO - PROJECTION - RESTAURATION

SAMEDI 9 JUIN 12H-MINUIT MONTREUIL

13H / LES ANNÉES 1968

Le contexte international

Un mouvement mondial, au Vietnam, aux États-Unis, dans les pays de l'Est, l'Italie, l'Amérique du Sud, l'Algérie.
Avec *Tariq Ali, Catherine Samary, Zbigniew Kowalewski, Pierre Rousset, Michèle Villanueva*

La jeunesse

Dans la société du Général de Gaulle, la jeunesse se réveille et cherche à sortir de l'oppression qu'elle subit dans la famille, les universités et les usines. Ce mouvement est profond et constitue une force propulsive qui remet tout en cause et est le point de départ de mouvement sociaux massifs dans les années 70.
Avec *Robi Morder, Fanny Gallot, Josette Trat...*

EXPOSITIONS

Expo de photos inédites
Expo sur la dimension culturelle de la mobilisation de Mai 1968

15 H 30 / THÉÂTRE ET DOCUMENTAIRE

Maothologie

Des militantEs d'extrême gauche lancent en France, un peu avant mai 1968, un mouvement d'établissement dans les usines. Une fille porte un regard sur l'expérience d'établi de son père qui raconte trois années passées à la chaîne à l'usine Renault-Billancourt de 1979 à 1982.
De et avec *Fanny Gayard. Production Cie Sans la nommer.*

Mai 68 : tout changer

À l'occasion du cinquième anniversaire de l'explosion sociale de mai 1968, le NPA s'est lancé dans une drôle d'aventure : recueillir des dizaines de témoignages d'actrices et d'acteurs des événements, en décidant de donner la parole à celles et ceux qui, depuis, n'ont rien lâché.

17H / LES « ÉVÉNEMENTS »

La mobilisation

Autour du 22 mars, la mobilisation de la jeunesse bouscule tous les cadres, entraînant la grève générale du 13 mai. Mais elle fait face à des forces sociales et organisées qui ont pour objectif d'arrêter ce mouvement.
Avec *Alain Krivine, Ludvine Bantigny...*

La mise au pas de la classe ouvrière et les résistances

Après 68, les militantEs du mouvement ouvrier tentent de s'implanter dans le monde ouvrier... mais la bourgeoisie, de son côté, lance une grande contre-offensive.
Avec *Fabienne Lauret, Sophie Bérourd, Charles Piaget, Robert Pelletier, Stéphane Sirot...*

20H / MEETING

50 ans après Mai 68, on a 50 fois plus de raison de se révolter.

La mobilisation contre Macron montre qu'un grand mouvement est possible, alliant la jeunesse, la classe ouvrière, les classes populaires, pour un autre monde.
Avec *Alain Krivine, Olivier Besancenot et des militantEs des luttes d'aujourd'hui.*

21H / CONCERT

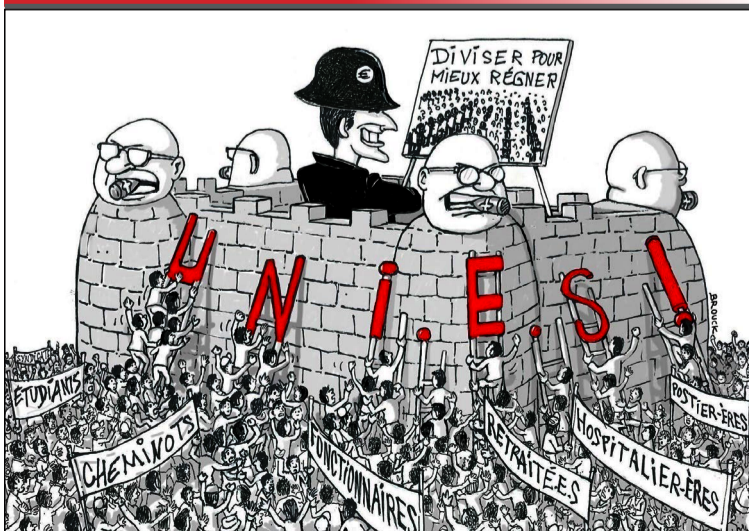
Kalune / Fanch

ENTRÉE: 5 EUROS - SOUTIEN: 10 EUROS

Places en vente auprès des militantEs, à la librairie la Brèche (27, rue Taine 75012 Paris) et sur internet: <https://npa209.org/inscription6818>

RESTAURATION SUR PLACE

L'image de la semaine



Vu ailleurs

DU BÉTON CONTRE DES LÉGUMES. Le feuilleton *Europacity* n'est pas terminé. Vendredi 11 mai, l'État a fait appel de la décision du tribunal administratif de Cergy-Pontoise. Le 6 mars, ce dernier avait annulé l'arrêté du préfet du Val-d'Oise qui autorisait la création de la Zac du triangle de Gonesse, devant accueillir le mégacomplexe commercial et de loisirs (250000 mètres carrés de surface, plus de 500 boutiques, une piste de ski artificielle, etc.). [...]

De surcroît, le Collectif pour le triangle de Gonesse (CPTG), qui lutte contre le projet *Europacity* depuis 2010, a reçu un courrier de l'Établissement public foncier d'Île-de-France (Epfi) le sommant de quitter un champ cultivé depuis mai 2017 — les opposants à *Europacity* y ont encore semé les pommes de terre une semaine auparavant et le tour des citrouilles et des tomates devrait bientôt arriver. « Nous sommes convoqués pour une audience en référé au tribunal, a indiqué Bernard Loup, président du CPTG. Ils nous demandent d'évacuer des légumes! » [...]

Dimanche 27 mai est prévue la Fête des terres de Gonesse, de 10h à 18h sur la parcelle en question. [...] « 280 hectares de terres parmi les plus fertiles d'Europe seraient bétonnés... Ce processus serait irréversible, puisque des sols qui ont mis des millénaires à se former seraient irrémédiablement compactés. » Pourtant, ces terres permettraient d'atténuer les impacts du changement climatique: « Quand les vents continentaux apportent de la chaleur, le triangle de Gonesse permet de rafraîchir l'atmosphère de 1 à 2° à Paris, 3 ou 4 dans les communes alentour. » [...]

La journaliste et réalisatrice Marie-Monique Robin a accepté de devenir la marraine du CPTG: [...] « Nous avons besoin de ces terres aux portes de Paris pour créer une filière alimentaire locale et bio. Cela permettrait aussi de combattre les épidémies de maladies chroniques évitables provoquées par des aliments de mauvaise qualité et les pesticides. *Europacity* repose sur une conception ringarde du développement, très 20^e siècle, où les autoroutes, les aéroports et les ronds-points étaient les marqueurs du progrès. » [...]

Le projet *Carma* [est] un ensemble cohérent d'activités respectueuses de l'environnement et des habitants: « Maraîchage, grandes cultures, élevage, mais aussi éducation, formations à l'agriculture biologique, méthanisation, tri des déchets, recherche... Les débouchés pour les productions existent, notamment dans la restauration collective alentour » [...]

Émilie Massemin, « Le gouvernement relance le projet *Europacity* », *Reporterre*, 16 mai 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa209.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa209.org